

GRUPE **B**ENETEAU

RAPPORT ANNUEL 2008/2009



DU MONDE DE DEMAIN

Relever les défis

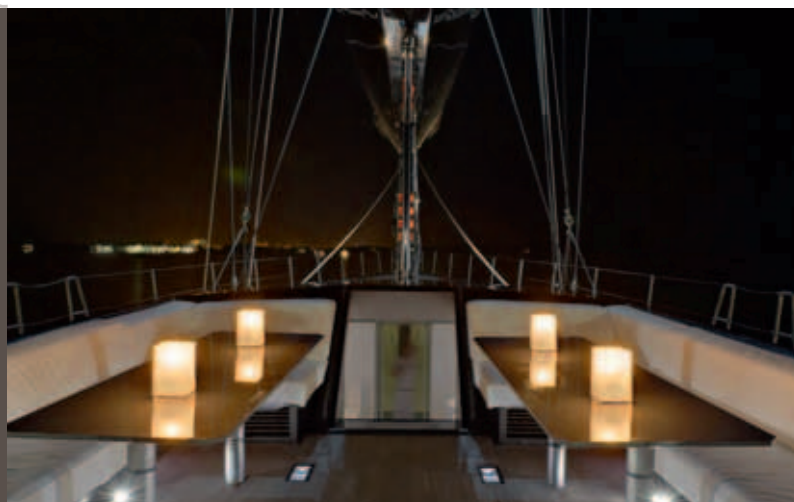


La crise « financière » n'a pas seulement bouleversé les marchés sur lesquels le groupe opère, elle a également agi comme un révélateur et un accélérateur de tendances. Que ce soit sur le marché de la Plaisance (qui constitue aujourd'hui le socle du groupe Bénéteau) ou celui de l'Habitat (dont le groupe a décidé de faire son 2^{ème} axe de développement), il est clair qu'il y aura bien un « avant crise » et un « après crise ».

Dans ce monde nouveau qui se dessine, le groupe Bénéteau est plus que jamais résolu à saisir les opportunités qui se présentent. Tout au long de son histoire plus que centenaire, il a toujours su relever les défis en s'appuyant sur des valeurs qui ont forgé son succès et la cohésion de l'entreprise : la passion du produit, l'engagement constant auprès de ses clients et le sens de l'innovation permanente.

Répondre à

*L'ENVIE
GRANDISSANTE
DE VIVRE
LE BATEAU
AUTREMENT.*



Fortes de leurs compétences en matière d'innovation technologique et de design, les marques du groupe s'attachent à répondre aux attentes des plaisanciers et surtout à anticiper celles de demain. Ainsi l'augmentation du temps passé au mouillage conduit à accorder une importance croissante à la vie à bord. De plus en plus d'acheteurs entendent retrouver sur leur bateau un niveau d'équipement identique à celui dont ils disposent dans leur résidence principale.

Le bateau de demain sera plus que jamais un lieu spacieux et confortable, synonyme de convivialité, de bien-être et d'art de vivre.

Cette tendance entraîne une augmentation régulière et sensible du volume des carènes. Aujourd'hui, à modèle et budget équivalent, les bateaux conçus par le groupe sont plus grands, plus lumineux, mieux équipés et plus performants.

Nos équipes de développement imaginent dès aujourd'hui les bateaux de demain. Elles s'emploient notamment à repenser l'aménagement de la zone arrière des bateaux : dans le sens d'une plus grande ouverture vers l'extérieur avec un tableau arrière plus large, afin de privilégier la communication entre le carré et le cockpit. Sans oublier la nécessité de faciliter l'accès à l'eau et à ses plaisirs.





Répondre à

Aujourd'hui, dans le secteur de la plaisance, il ne faut plus simplement parler de sensibilité environnementale mais de véritable exigence écologique. Les plaisanciers attendent dans ce domaine des solutions innovantes et performantes. Pour préserver les essences de bois nobles, Bénéteau et Jeanneau ont par exemple fait le choix d'utiliser des bois reconstitués pour l'aménagement intérieur de leurs bateaux. Le recours aux systèmes d'éclairage type LED leur a aussi permis de diviser par 5 la consommation d'électricité destinée à l'éclairage. Les efforts de R&D portent notamment sur l'amélioration de la gestion des eaux usées ainsi que sur l'éco-conception des moteurs (pour réduire les rejets gazeux et les émissions sonores).

*L'ATTENTE
D'UN LUXE DURABLE
ET RESPONSABLE
DANS LE MONDE
DE LA PLAISANCE.*



Par ailleurs, cette exigence écologique se conjugue à une nouvelle vision du luxe : un luxe moins ostentatoire, plus sobre et plus « responsable ». En effet, si luxe et art de vivre demeurent au cœur des attentes des plaisanciers, la crise a agi comme un révélateur de certains excès en ce domaine.

Aujourd'hui le goût des plaisanciers les incite à revenir à des valeurs de sobriété et de fonctionnalité. En bref, les propriétaires de bateaux recherchent avant tout des produits rassurants et véritablement respectueux de l'environnement, pour se distinguer sans se faire remarquer.





Offrir

*LE MEILLEUR RAPPORT
QUALITÉ/PRIX
GRÂCE À LA PERFORMANCE
INDUSTRIELLE.*

Plus que jamais, les plaisanciers recherchent des bateaux qui offrent le meilleur niveau de qualité et d'équipements à des prix toujours plus compétitifs. Plus que jamais, la stratégie du groupe pour réduire les coûts de production et améliorer la qualité sans détériorer la rentabilité consiste à optimiser les processus de conception et de fabrication. Cette stratégie fondée sur l'avance technologique et la performance industrielle s'est toujours révélée payante et le groupe accentue ses efforts dans ce domaine.

Concrètement, les nouvelles méthodes d'amélioration de la production sont le fruit d'un état d'esprit résolument tourné vers le client. Elles sont basées sur une démarche de progrès permanent articulé autour de la performance, la simplification et la responsabilisation de tous. Elles consistent à produire au plus juste (chasse aux gaspillages), de façon fluide (chasse aux encours), flexible (chasse aux délais, goulots ...), en flux tiré (le client dicte sa demande à l'atelier). Au quotidien, l'enjeu est de responsabiliser et de mobiliser chaque acteur de l'entreprise dans l'obtention de la qualité et l'amélioration continue des « process de travail » (fiches à idées, groupes de travail, ...).



Se développer



*DANS
LES ZONES
GÉOGRAPHIQUES
QUI VONT COMPTER
DEMAIN.*

Une nouvelle géographie de la croissance et de la richesse mondiale se dessine.

Sur le marché de la plaisance, la montée en puissance de la Chine, du Brésil et de l'Inde représente des gisements de croissance importants pour les marques du groupe. En effet, ces pays disposent de larges façades maritimes et leur essor économique rapide crée les conditions d'un fort développement de la pratique de la plaisance. Déjà présent en Asie depuis 2005, le groupe Bénéteau participe à l'essor de la plaisance dans ces pays émergents.



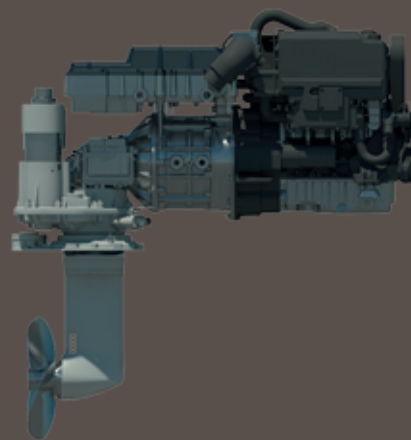




FONDATION BÉNÉTEAU



*CRÉÉE EN 2005,
LA FONDATION BÉNÉTEAU
A POUR AMBITION
DE FAVORISER
LE RAYONNEMENT
DE LA PLAISANCE
DANS LE MONDE.*



Elle s'est donné 4 objectifs prioritaires :

- Encourager et promouvoir les métiers de création et d'innovation tournés vers l'univers du nautisme (architectes, designers, ...).
- Encourager et soutenir les initiatives et les projets innovants bénéficiant aux populations riveraines de l'univers marin et aux activités nautiques.
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naval et notamment les bateaux du groupe ayant marqué l'histoire de l'entreprise et de la plaisance.
- Distinguer et aider les recherches dont les retombées peuvent directement ou indirectement bénéficier au monde du nautisme et plus généralement au monde de la Mer.

La Fondation Bénéteau a notamment initié il y a 3 ans un projet de moteur hybride adapté à la navigation à voile.

Ce projet majeur répond à des exigences écologiques, de développement durable et de confort de navigation essentiels. Il se devait tout d'abord de résoudre des contraintes techniques et budgétaires importantes.

Afin de concrétiser ses recherches, la Fondation Bénéteau a donc souhaité s'engager avec un partenaire industriel important : le groupe ZF (plus particulièrement sa filiale ZF Marine Arco).

La Fondation Bénéteau et ZF Marine Arco ont présenté lors du Salon Nautique 2009 qui s'est tenu en décembre à Paris le fruit d'un travail commun de 2 ans : un concept unique de motorisation hybride parallèle avec régénération sous voile. Les premiers essais sont très prometteurs et vont se poursuivre au cours des mois à venir. La Fondation Bénéteau souhaite mener ce projet à son terme et s'assurer ainsi que cette motorisation sera réalisable et accessible au plus grand nombre.





Se développer

Le marché de l'habitat à ossature bois est particulièrement prometteur car il permet de répondre à deux attentes majeures (et à priori contradictoires) en matière d'habitat résidentiel : des logements à hautes performances environnementales à des prix accessibles. Le groupe Bénéteau ambitionne de devenir le constructeur de référence sur ce marché. La mise en production a débuté en septembre 2009 dans une usine moderne intégrant elle aussi la démarche « haute qualité environnementale ».

DANS L'HABITAT RÉSIDENTIEL.



Dans une première phase le groupe s'intéresse au logement social. Sa filiale BH a conçu et développé la maison MUSE (en collaboration avec le groupe SNI, filiale de la Caisse des Dépôts). Economiquement accessible, ce programme de maisons urbaines de 2 à 5 pièces en RDC ou R+1 est destiné à un usage familial. MUSE a été dessinée par l'architecte François Pélegrin. Les premières maisons seront installées au premier trimestre 2010 sur le site des Herbiers (85) puis à La Teste de Buch (33). Parallèlement, BH développe une offre de logements destinée aux étudiants et aux jeunes actifs. A terme, différents types de logements (habitat individuel, petit collectif, résidence de loisirs, ...) viseront le marché social et intermédiaire.





Se développer

*À L'INTERNATIONAL
SUR LE MARCHÉ
DU « MOBIL HOME ».*

Leader sur le marché français avec les marques IRM et O'Hara, le groupe Bénéteau a décidé d'intensifier son activité commerciale à l'international dans le domaine de l'Habitat de Loisirs. La première étape a consisté à cibler plus particulièrement des pays présentant un marché significatif et facilement accessible, notamment l'Italie et Espagne. Dans ce cadre, le groupe a mené des opérations de prospection qui se sont d'ores et déjà révélées efficaces et dont les résultats seront pleinement mesurables dès la fin 2010. Il pourra alors déployer l'ensemble des moyens pour gagner des parts de marché importantes à l'étranger.





*TOUJOURS MIEUX
AUX EXIGENCES
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE.*

Répondre aux exigences du développement durable dans l'Habitat de Loisirs comme dans l'Habitat Résidentiel est une priorité pour le groupe Bénéteau. Cet objectif est poursuivi à travers plusieurs actions, toutes essentielles :

• **L'utilisation systématique d'un principe constructif parfaitement adapté : l'ossature bois**

Ce procédé permet de réduire la consommation d'énergie, l'utilisation des ressources, la pollution et l'impact sur l'environnement.

Le bois est en effet une ressource renouvelable (une grande partie des bois utilisés est issue de forêts éco-gérées). De plus, le bois agit comme un véritable piège à CO² : grâce à une forte proportion de bois, sont stockés 2,13 tonnes équivalent CO₂ par mobil-home. Enfin, les matériaux bois en fin de vie sont largement « recyclables » (grâce à un principe d'assemblage limitant l'usage de la colle).

• **Des chantiers « propres »**

Les produits sont fabriqués en usine dans des conditions respectueuses des opérateurs et de l'environnement. Par ailleurs, au moment de leur installation, les nuisances liées aux chantiers sont très limitées et les sols ne sont pas dégradés (grâce notamment à un raccordement « au plus simple »).

• **Une logique d'« éco-conception » systématique qui anticipe notamment « la fin de vie »**

Mise en place depuis plusieurs années notamment par O'Hara (à travers l'utilisation d'outils comme l'analyse du cycle de vie et le bilan carbone), cette démarche « environnementale » attachée à l'éco-conception a fait l'objet d'une certification ISO 14001. Au total, 98 % des composants sont valorisables en fin de vie, une filière de recyclage des mobil homes a été organisée et un « éco organisme » volontaire rassemblant les constructeurs est en cours de mise en place.

GROUPE **B**ENETEAU

Rapport Annuel 2008-2009

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 29 JANVIER 2010

SOMMAIRE

Organes de direction et de contrôle	4
Bénéteau et la bourse	4
Evolution des principaux indicateurs	5
Rapport de gestion du Directoire	6
Rapport du Conseil de Surveillance	19
Rapport du Président sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance et le contrôle interne	20
Rapport des commissaires aux comptes sur le Rapport du Président	28
<hr/>	
Groupe Bénéteau	
- Eléments financiers	31
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	57
<hr/>	
Bénéteau S.A.	
- Eléments financiers	59
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	73
- Rapport spécial des commissaires aux comptes	74
Projet des résolutions	75
Attestation du Rapport Financier Annuel	76
Notes	77

Evolution des Principaux Indicateurs

Conseil de Surveillance

Président
Yves Lyon-Caen

Vice-Président
Annette Roux

Yvon Bénéteau
Jean-Louis Caussin
Eric Delannoy
Luc Dupé
Yves Gonnord
Christian de Labriffe
Patrick Mahé

Directoire

Président
Bruno Cathelinais

Dieter Gust

Commissaires aux Comptes

Compagnie Régionale de Poitiers
Atlantique Révision Conseil

Compagnie Régionale de Versailles
KPMG Audit

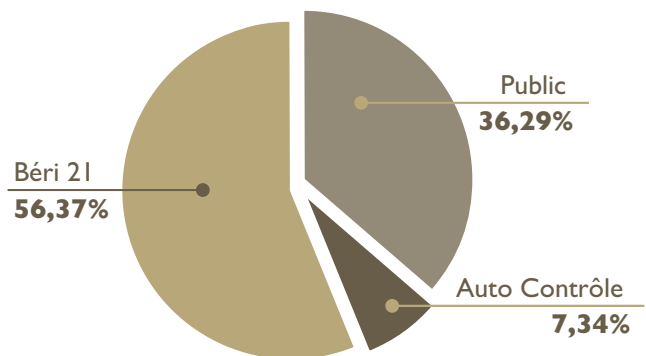
Bénéteau et la Bourse

Capital

87 147 200 actions de 0,10 €
Capital social : 8 714 720 €

A notre connaissance, aucun actionnaire public ne détient plus de 5% du capital.

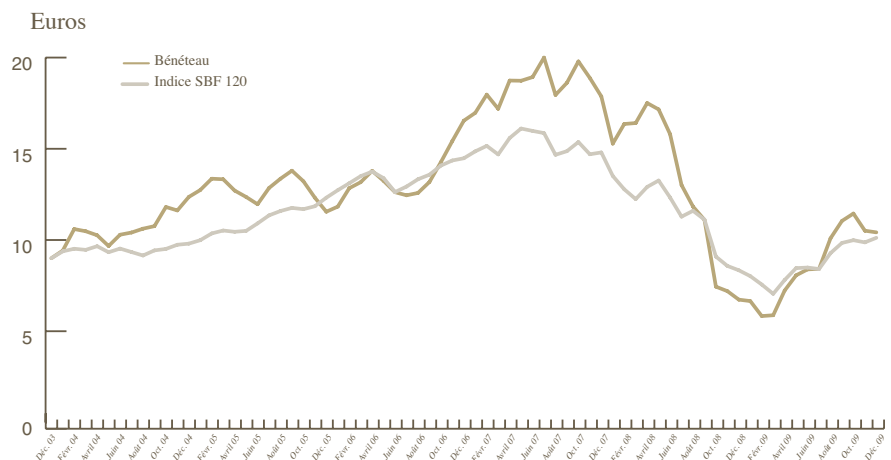
Au 31 août 2009, la S.A. BERI 21, société détenue par le groupe familial, détient 56,37% du capital de BÉNÉTEAU S.A.



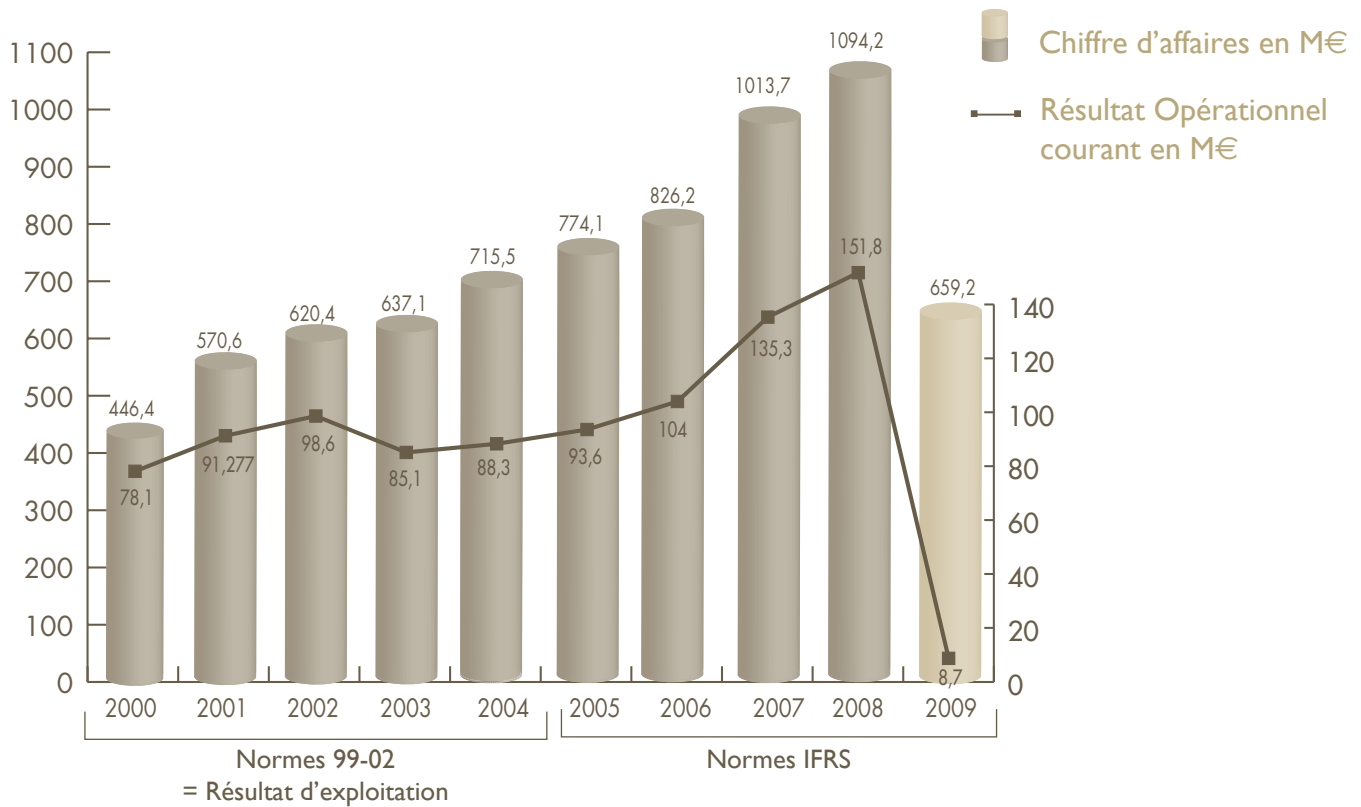
Identité du titre

Nom de la Société	BÉNÉTEAU
Place de la cotation	Euronext Paris
Compartiment	Eurolist Compartiment B
Date d'admission	Mars 1984
Dénomination du titre coté	BÉNÉTEAU
Code ISN	FR0000035164
Nominal de l'action cotée	0,10 €
Nombre de titres	87 147 200
Droit de vote	Oui
Droit au dividende ordinaire	Oui

Evolution du cours de l'action Bénéteau

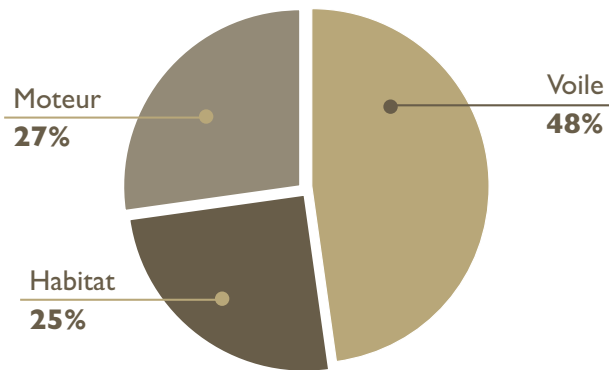


Evolution des Principaux Indicateurs



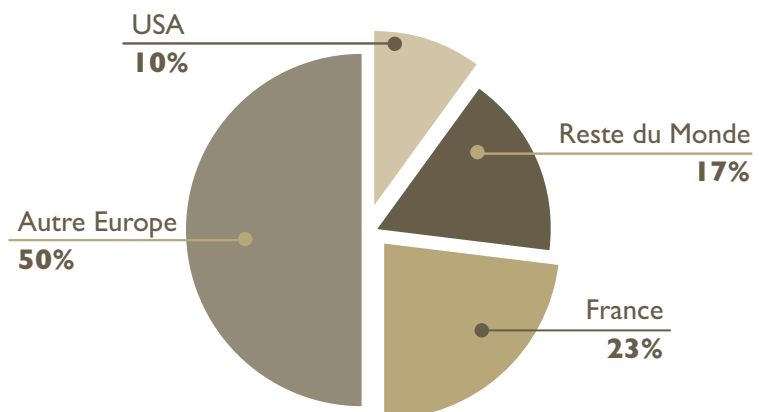
CA 2008-2009 par activité

Bateaux : Bénéteau, Jeanneau, Lagoon, CNB
 Habitat : O'Hara, IRM



Répartition géographique du CA Voile(*) 2008-2009

(*) hors flotte loueurs



RAPPORT de GESTION du DIRECTOIRE

L'exercice 2008/2009 a été principalement marqué par une crise financière et bancaire sans précédent par son ampleur et sa brutalité. Les marchés de la plaisance ont connu à travers le monde une baisse de plus de 50%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 659,2 millions d'euros au 31/08/2009, contre 1 094,2 millions d'euros au 31/08/2008.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 8,7 millions d'euros.

Après prise en compte du plan d'adaptation de l'activité Bateaux pour un montant de 25,1 millions d'euros, le résultat opérationnel s'élève à (-)16,4 millions d'euros.

Le résultat net publié s'élève à (-)10,4 millions d'euros.

La trésorerie nette consolidée du groupe s'établit à 114,2 millions d'euros dont 64,2 millions d'euros d'actions d'autocontrôle (à leur valeur d'achat).

■ I - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DES DIVISIONS

• Principaux indicateurs par activité

en M€	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel courant			
	2009	2008	2009		2008	
				% Ca		% Ca
BATEAUX	494,3	851,8	(5,3)	(1,1%)	129,5	15,2%
HABITAT	164,9	203,6	14,0	8,5%	21,7	10,7%
TOTALA PERIMETRE CONSTANT	659,2	1 055,4	8,7	1,3%	151,2	14,3%
Sortie de périmètre		38,8			0,5	
TOTAL PUBLIE	659,2	1 094,2			151,7	

Le **chiffre d'affaires** consolidé s'élève à 659,2 millions d'euros au 31/08/2009, en baisse de 37,5% à périmètre comparable (après sortie de Wauquiez et Microcar).

Les deux activités principales du groupe ont évolué différemment :

- L'activité Bateaux a perdu 42% de chiffre d'affaires, subissant une baisse générale des marchés supérieure à 50%.
- L'activité Habitat a subi une baisse moins marquée de 19%.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 8,7 millions d'euros.

- L'activité Bateaux dégage une perte opérationnelle de (-)5,3 millions d'euros, dont (-)2 millions d'euros lié au lancement du segment des grands bateaux à moteur, qui générera du chiffre d'affaires dès la saison prochaine.
- L'activité Habitat en dépit d'un repli de son chiffre d'affaires plus important que prévu dégage la rentabilité visée grâce à la réalisation rapide des synergies entre les sociétés O'Hara et IRM, avec un résultat opérationnel courant de 14 millions d'euros. Ce résultat tient compte d'une perte de (-)1 million d'euros liée à l'habitat résidentiel dont le démarrage est prévu sur l'exercice 2009/2010.

a) L'activité Bateaux

L'activité Bateaux réalise un chiffre d'affaires de 494,3 millions d'euros sur l'exercice, soit une chute de 42% à périmètre comparable. La baisse de l'activité est plus marquée en voile (-43,9%) qu'en moteur (-38,2%). En voile comme en moteur, ces décroissances sont inférieures à celle des marchés et permettent au groupe de renforcer ses positions.

Le résultat opérationnel de l'activité Bateaux s'élève à (-)5,3 millions d'euros.

SPBI (Chantiers Bénéteau – Chantiers Jeanneau - BJ Technologie) (*)

	2008/2009	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	431,5	356,1	1,2
Résultat d'exploitation (M€)	(5,8)	0,7	(0,3)
Résultat net (M€)	(28,5)	-	(0,4)
Effectif moyen	3 950	126	4

Chantiers Bénéteau (*)	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	435,7	386,8	344,6	316,9
Résultat d'exploitation (M€)	73,4	64,7	54,2	46,4
Résultat net (M€)	45,1	41,4	36,9	30,5
Effectif moyen	2 280	2 223	2 184	2 055

Chantiers Jeanneau (*)	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	378,2	347,6	316,0	303,4
Résultat d'exploitation (M€)	62,6	61,5	50,7	52,9
Résultat net (M€)	36,9	35,9	30,0	29,6
Effectif moyen	1 662	1 676	1 658	1 535

(*) Avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2008, BJ Technologie a absorbé Chantiers Bénéteau et Chantiers Jeanneau par voie de fusion. L'entité ainsi constituée a changé de dénomination sociale pour devenir SPBI. Elle se compose de trois établissements : Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau et BJ Technologie.

Cette opération n'a pas modifié les organisations internes de fonctionnement et n'a eu aucun impact sur la stratégie des marques Bénéteau et Jeanneau.

Bénéteau Inc	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (MUSD)	22,7	63,9	73,0	73,7	80,9
Résultat d'exploitation (MUSD)	(6,3)	5,4	9,2	9,0	10,9
Résultat net (MUSD)	(4,2)	3,7	6,2	5,1	8,1
Effectif moyen	179	293	330	330	299

Cours de change au 31 août 2009 : 1 € = 1,4272 USD
Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,3513 USD

Jeanneau America Inc	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (MUSD)	14,7	26,5	32,7	26,5	32,5
Résultat d'exploitation (MUSD)	0,3	0,9	1,4	1,8	2,7
Résultat net (MUSD)	0,02	0,2	0,5	0,8	1,4
Effectif moyen	4	4,7	5,7	5,5	4,5

Cours de change au 31 août 2009 : 1 € = 1,4272 USD
Cours de change moyen sur l'exercice : 1 € = 1,3513 USD

Ostroda Yachts	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (MPLN)	102,6	137,7	139,0	131,4	101,7
Résultat d'exploitation (MPLN)	12,0	3,2	8,9	6,8	(1,7)
Résultat net (MPLN)	(0,6)	5,3	9,0	11,0	5,3
Effectif moyen	391	373	358	314	293
Cours de change au 31 août 2009:	1 € = 4,1040 PLN				
Cours de change moyen sur l'exercice :	1 € = 4,1637 PLN				

CNB	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	105,4	120,3	99,3	85,8	73,0
Résultat d'exploitation (M€)	3,5	13,0	6,8	4,4	3,9
Résultat net (M€)	1,7	6,5	3,3	2,4	1,7
Effectif moyen	427	389	347	317	297

Monte Carlo Yacht spa	2008/2009
Chiffre d'affaires (M€)	-
Résultat d'exploitation (M€)	(1,0)
Résultat net (M€)	(0,2)
Effectif moyen	4

GBI	2008/2009
Chiffre d'affaires (M€)	-
Résultat d'exploitation (M€)	-
Résultat net (M€)	-
Effectif moyen	-

L'activité des filiales de commercialisation consiste à animer le réseau local des concessionnaires. De ce fait, le niveau et l'évolution de leur chiffre d'affaires ne sont pas significatifs des ventes réalisées sur leur territoire, la majorité de celles-ci étant facturée depuis la France.

Bénéteau U.K. Ltd	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (MGBP)	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4
Résultat net (MGBP)	-	-	0,1	0,1	0,1
Effectif moyen	-	-	-	-	-
Cours de change au 31 août 2009 :	1 € = 0,8813 GBP				
Cours de change moyen sur l'exercice :	1 € = 0,8673 GBP				

Bénéteau Espana	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,8	1,4	1,5	1,6	1,6
Résultat net (M€)	0,2	0,5	0,4	0,5	0,5
Effectif moyen	2	3	3	3	3

Bénéteau Italia	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	1,2	1,5	1,3	1,4	1,4
Résultat net (M€)	-	0,4	0,4	0,4	0,6
Effectif moyen	3	4	4	3	3

Jeanneau Espana Newco	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,2	0,7	0,2	0,2	0,2
Résultat net (M€)	-	0,4	-	-	-
Effectif moyen	1	2	2	2	2

Jeanneau Italia	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	0,7
Résultat net (M€)	0,3	0,3
Effectif moyen	2	2

Les services

SGB Finance

SGB Finance, consolidée par équivalence, a accéléré sa progression en Europe, notamment en France, Italie et Espagne.

Le résultat net s'élève à 1 832 K€ (part du groupe), contre 1 816 K€ l'exercice précédent.

European Yacht Brokerage – EYB

Cette société propose aujourd'hui en moyenne 4 500 bateaux et bénéficie de 130 contacts qualifiés par jour.

Près d'un million de visiteurs ont cette année consulté le site www.eyb.fr

Sur l'année, 2 300 bateaux ont été vendus par les adhérents EYB en Europe.

EYB	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Résultat net (M€)	-	-	-	-	-
Effectif moyen	5	4	4	4,6	3,8

Autres sociétés

La SCI Nautilus, détenue à 100% par Béneteau SA, est propriétaire des locaux exploités par Wauquiez International.

Nautilus	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3
Résultat net (M€)	(0,1)	-	(0,1)	-	-
Effectif moyen	-	-	-	-	-

b) L'activité Habitat

L'activité Habitat réalise au cours de la période un chiffre d'affaires de 164,9 millions d'euros.

Le résultat opérationnel courant de l'activité Habitat ressort à 14 millions d'euros contre 21,7 millions d'euros l'année précédente.

O'Hara	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	53,3	63,3	58,8	43,9	42,6
Résultat d'exploitation (M€)	5,1	6,6	5,6	4,0	3,8
Résultat net (M€)	2,6	3,3	3,0	1,7	1,9
Effectif moyen	293	300	274	256,3	247,5

O'Hara Vacances	2008/2009	2007/2008	2006/2007	2005/2006	2004/2005
Chiffre d'affaires (M€)	9,0	7,2	4,8	3,7	3,0
Résultat d'exploitation (M€)	0,4	0,1	0,3	(0,2)	(0,2)
Résultat net (M€)	0,2	0,1	0,3	(0,2)	(0,2)
Effectif moyen	10	9	7	6	5

IRM (*)	2008/2009	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	115,7	146,7	98,3
Résultat d'exploitation (M€)	10,8	17,7	13,1
Résultat net (M€)	6,2	10,4	6,9
Effectif moyen	507	450	441

JJ Trans (*)	2008/2009	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	7,8	9,9	6,6
Résultat d'exploitation (M€)	0,7	1,1	1,0
Résultat net (M€)	0,5	0,7	0,6
Effectif moyen	17	17	17

Financière Mercure (*)	2008/2009	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	2,0	2,2	1,6
Résultat net (M€)	2,3	(2,1)	(0,9)
Effectif moyen	6	6	6

Bordeaux Loisirs (*)	2008/2009	2007/2008	2006/2007
Chiffre d'affaires (M€)	-	-	-
Résultat net (M€)	-	-	-
Effectif moyen	-	-	-

(*) : sur 8 mois en 2006-2007, car les sociétés ont été intégrées à compter du 1^{er} janvier 2007

BH	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires (M€)	0,6	-
Résultat d'exploitation (M€)	(0,7)	(0,2)
Résultat net (M€)	(0,5)	(0,2)
Effectif moyen	-	-

Habitat d'avenir

Habitat d'avenir, dont l'objet est d'assister BH pour la commercialisation de ses maisons à ossature bois est consolidée par mise en équivalence. Le résultat net part du groupe s'élève à (-)123 milliers d'euros au 31 août 2009, l'activité devant démarrer en 2009/2010.

■ II - DU RESULTAT OPERATIONNEL COURANT AU RESULTAT NET

a) Du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

Le résultat opérationnel de (-)16,4 millions d'euros intègre une charge de 25,1 millions relative au plan d'adaptation de l'activité Bateaux.

b) Le résultat financier

en M€	2008/2009	2007/2008
Résultat financier	(3,0)	2,5
Dont		
- résultat de change	(3,4)	(2,4)
- produits nets de placement	0,4	+4,9

La perte de change de 3,4 millions d'euros en 2008/2009 provient essentiellement de la filiale polonaise, dont les comptes sont exprimés en zloty.

Celle relative à 2007/2008 était principalement due à la forte baisse de la livre sterling contre l'euro.

Le groupe couvre son risque de change commercial en procédant à des opérations de change à terme.

Au 31 août 2009, les ventes à terme suivantes étaient en cours contre euros:

- 39 550 KUSD au taux moyen pour 1 € de 1,4101 USD
- 123 120 KPLN au taux moyen pour 1 € de 4,0868 PLN

Par ailleurs, le groupe se couvre pour ses emprunts moyen terme par des swap de taux d'intérêts.

c) Le résultat net

Le résultat net part du groupe s'élève à (-)10,4 millions d'euros.

Le résultat net du groupe comprend la constatation d'un effet impôt positif de 7,3 millions d'euros, faisant ressortir un taux effectif de (-) 37,7%.

■ III - STRUCTURE FINANCIERE

Les éléments constituant la structure financière du groupe et présentés ci-dessous sont retraités des opérations non courantes pour 2007/2008. En cela, ils diffèrent de ceux présentés en annexes.

a) La marge brute d'autofinancement

La marge brute d'autofinancement atteint 40,8 millions d'euros (contre 146,7 millions d'euros en 2007/2008, après retraitement des opérations non courantes).

Elle se décompose ainsi :

En M€	2008/2009	2007/2008(*)
Résultat net (hors sociétés mises en équivalence)	(12,1)	101,7
Dotations aux amortissements	44,6	40,3
Dotations nettes aux provisions	1,8	3,5
Impôts différés	6,6	(1,1)
Plus ou moins values de cession	-	0,4
Marge brute d'autofinancement	40,9	144,8

(*) après retraitement des opérations non courantes

En raison du passage aux normes IFRS, le groupe a inscrit au bilan, avec les moules auxquels ils se rattachent, les frais de développement concourant à leur réalisation. A ce titre, les dotations aux amortissements s'élevaient à 3,4 millions d'euros en 2008/2009 et 3,7 millions d'euros en 2007/2008.

b) Le tableau de financement

Le groupe a une situation de trésorerie nette positive au 31/08/2009 de 50 millions d'euros, après déduction des dettes financières (39,3 millions d'euros d'emprunts à moyen terme, 7,5 millions d'euros de comptes courants d'associés et 0,1 million d'euros de dettes financières diverses) ainsi que des emprunts liés à un contrat de crédit-bail (0,1 million d'euros).

La trésorerie a évolué de la façon suivante :

en M€	2008/2009	2007/2008
Marge brute d'autofinancement	40,9	144,8
Variation du BFR directement lié à l'activité (1)	(11,7)	(78,1)
Variation du BFR fiscal et social (2)	(59,5)	13,8
Variation du BFR hors exploitation	30,0	(13,4)
Variation de périmètre (3)	-	1,0
Investissements	(68,1)	(70,7)
Dividendes	(34,7)	(32,5)
Autres (4) (5)	(6,7)	(29,5)
Variation de trésorerie (5)	(109,8)	(64,6)
Trésorerie à l'ouverture (6)	159,8	224,4
Trésorerie à la clôture (6)	50,0	159,8
Actions en autocontrôle	64,2	57,5
Trésorerie nette retraitée à la clôture	114,2	217,3

(1) Stocks - clients - fournisseurs

(2) Dettes et créances fiscales et sociales dont Impôt société

(3) dont sortie de Wauquiez / Microcar en 2007-2008

(4) principalement constitué des mouvements sur actions propres

(5) hors variation des dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

(6) après dettes financières (comptes courants d'associés et emprunts sur crédit-bail)

Il faut rappeler que la trésorerie nette du groupe suit la forte saisonnalité de son activité et qu'au bilan du 31 août elle est proche de son niveau mensuel le plus élevé. La trésorerie moyenne annuelle est sensiblement inférieure à celle qui apparaît au bilan du 31 août.

c) Les investissements

Les principaux projets industriels ont concerné l'extension des usines de CNB à Bordeaux pour 7 millions d'euros, et de Ostroda en Pologne pour 8,4 millions d'euros, ainsi que des investissements produits conformément au plan de sortie des nouveautés.

en M€	2008/2009	2007/2008
Investissements matériels	68,1	72,8
Variation des dettes sur immobilisations	-	(2,1)
Investissements nets	68,1	70,7

■ IV - AUTRES INFORMATIONS

a) La recherche et le développement

Durant cet exercice, le groupe Bénéteau a continué à développer sa politique environnementale basée sur les 3 axes suivants.

I – La pérennisation de la conformité réglementaire des sites de production.

II – La diminution des impacts environnementaux de ses activités.

III – La diminution de l'impact environnemental de ses produits.

I – La pérennisation de la conformité réglementaire des sites de production

Pour assurer cette pérennisation, le groupe Bénéteau a entamé en 2003, une démarche de certification ISO 14001.

A ce jour, Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau et O'HARA sont certifiés ISO 140001.

Les autres sociétés du groupe bénéficient des retombées de cette démarche grâce à l'uniformisation et le déploiement de procédures de gestion de l'environnement.

II – La diminution des impacts environnementaux de ses activités

Le groupe Bénéteau a continué de diminuer ses principaux impacts environnementaux :

- les émissions de COV
- sa production de déchets

Cette année, les émissions de COV du groupe Bénéteau ont été diminuées mécaniquement du fait de la baisse d'activité. Par contre le tonnage de COV/CA en k€ a augmenté sur cet exercice passant à 1,743 t COV/CA et, ce, malgré la poursuite de la mise en place de produits et processus de transformation moins émissifs de COV.

La quantité de déchets produite par le groupe Bénéteau a également diminué de l'ordre de 25% sur cet exercice.

Concernant la gestion des déchets, le groupe Bénéteau a dégradé son taux de valorisation des déchets DIB. Il s'est élevé à 47% sur l'exercice.

III – La diminution de l'impact environnemental de ses produits

Cet aspect de la politique environnementale du groupe est décliné de manière très différente suivant le produit concerné.

Pour l'activité "Bateaux", cet aspect de la politique environnementale se traduit par :

- Le développement de la motorisation hybride (Lagoon 420).
- L'utilisation de bois reconstitué en substitution des essences fines.
- La certification "Label Bleu" pour l'ensemble des bateaux de la branche plaisance.

Pour l'activité "Habitat", cet aspect de la politique environnementale se traduit par :

- L'utilisation sur ses produits, en standard, pour les éclairages, d'ampoules à faible consommation d'énergie.
- L'utilisation sur ses produits, en standard d'équipements limitant la consommation en eau.

Dans tous les cas, ces évolutions reposent sur d'importants programmes de recherche, et profitent avant tout aux clients.

La politique environnementale du groupe est déclinée, au niveau des sociétés du groupe. Les sociétés certifiées ISO 14001 ont intégré cette déclinaison dans leurs "Déclaration environnement et qualité".

Par ce biais, l'ensemble des opérateurs est associé à la politique environnementale suivie par le groupe.

Pour l'exercice 2008/2009, les chiffres qui permettent de mesurer l'impact environnemental du groupe sont les suivants:

Émission COV	1 008 t
Consommation eau	84 240 m ³
Consommation énergie	57 480 542 kw
Électricité	31 973 011 kw
Gaz naturel	24 257 601 kw

Tonnage déchets industriels non valorisés	4249 t
Tonnage déchets industriels valorisés	2295 t
Pourcentage de déchets valorisés	47 %
Tonnage de déchets industriels spéciaux non valorisés	1112 t
Tonnage de déchets industriels spéciaux valorisés	163 t

b) Informations sociales

Le groupe Bénéteau a toujours agi en acteur économique, responsable et respectueux de ses collaborateurs. Sa démarche consiste en la recherche d'un équilibre entre la pérennité économique et le respect des hommes et des femmes participant à son développement sans oublier son impact dans le domaine environnemental.

Au 31 août 2009

Le groupe Bénéteau compte au total 4 963 salariés (hors intérim) à travers le monde répartis ainsi :

	au 31 août 2009	au 31 août 2008 (*)	au 31 août 2008
France	3 659	4 562	4 661
Autre Europe	324	383	383
USA	149	256	256
Bateaux	4 132	5 201	5 300
Habitat	831	773	773
France	0	0	148
Autre Europe	0	0	12
Autres activités	0	0	160
TOTAL	4 963	5 974	6 233

(*) hors sorties de périmètre

Au cours de l'exercice, l'effectif du groupe a baissé de 1 011 personnes, principalement au sein de l'activité Bateaux en raison du plan d'adaptation.

Répartition par catégorie (hors intérim) :

	au 31 août 2009	au 31 août 2008 (*)	au 31 août 2008
Ouvriers	3 804	4 651	4 808
Employés / Techniciens / Agents de maîtrise	846	980	1 043
Cadres et Assimilés	313	343	382
Effectif hors intérim	4 963	5 974	6 233

(*) hors sorties de périmètre

En 2008/2009, le nombre d'ouvriers a diminué de 18,2%, les ETAM et les Cadres et assimilés de 12,4%.

Sur cette même période, l'emploi féminin représente 27,5% de l'effectif total, contre 28% en 2007/2008.

Effectif moyen 2008/2009

L'effectif moyen (y compris l'intérim) est réparti de la façon suivante par activité :

	2008/2009	2007/2008
Bateaux	5 191	6 364
Habitat	954	1 046
Autres activités	-	209
Effectif moyen total (dont intérim)	6 145	7 619

L'activité saisonnière du groupe le conduit à avoir recours au personnel intérimaire. En liaison avec la réduction de l'activité, le recours au personnel intérimaire a fortement diminué au cours de l'exercice : en moyenne, 318 intérimaires ont travaillé au sein du groupe (203 pour l'activité Bateaux et 115 pour l'activité Habitat) contre 1 393 l'exercice passé.

Le montant de l'intéressement et de la participation au 31 août 2009 s'élève à 2,4 millions d'euros et concerne l'activité Habitat.

■ V - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement, de nature à modifier l'image des opérations de l'exercice 2008/2009, n'est intervenu entre la date de clôture et la date de rédaction du présent rapport.

■ VI - PERSPECTIVES

L'analyse des résultats des salons d'automne conforte l'hypothèse d'une évolution du marché entre stabilité et rebond au cours de la

saison 2010. Si ce scénario se confirme au cours des salons d'hiver, le groupe pourra concrétiser son ambition d'une surperformance par rapport au marché avec une croissance attendue de l'ordre de 15%. Ce résultat serait atteint grâce à la réduction des stocks réseaux opérée l'an passé et à un plan exceptionnel de nouveautés (+50%).

Dans l'activité Habitat, la bonne saison estivale passée se traduit par un niveau de commandes en croissance de la part des propriétaires de camping et permet de confirmer la croissance de 8% initialement prévue.

BENETEAU S.A.

Principaux niveaux de résultat

BENETEAU S.A., holding de tête du groupe Bénéteau, a une activité non significative au regard de ses filiales industrielles.

Ses principaux niveaux de résultat sont les suivants :

en M€	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires	8,1	11,2
Résultat d'exploitation	(2,9)	0,6
Résultat financier	108,6	73,9
Résultat net	141,0	73,1

Au cours de l'exercice, Bénéteau S.A. a perçu 103,5 millions d'euros de dividendes de SPBI SAS, CNB SA, EYB SAS et O'Hara S.A.

La situation nette bancaire globale de la société s'élève à 36,6 millions d'euros au 31 août 2009.

Autres éléments

A notre connaissance, aucune personne physique ou morale, à l'exception de Béri 21 S.A., ne détient plus de 5 % du capital de Bénéteau S.A.

Les dépenses visées à l'article 39-4 du C.G.I. s'élèvent, pour l'exercice, à la somme de 13 756€.

Aucune délégation pour augmentation de capital n'a été donnée sur l'exercice par l'assemblée générale.

Au cours de l'exercice, la société a procédé aux achats et ventes d'actions Bénéteau dans les conditions suivantes :

- des achats pour un total de 927 428 actions au cours moyen de 8,92 €
- des ventes pour un total de 96 428 actions au cours moyen de 9,37 €
- des frais de négociation : 86 K€.

Parallèlement, il a été procédé à des levées de stock options par les salariés pour un total de 6 000 actions au cours moyen d'exercice de 6,25 € et à des autorisations d'attributions d'actions gratuites pour 56 000 actions.

Ainsi, le solde au 31 août 2009 est de 6 395 090 actions au nominal de 0,10 €, représentant 7,34 % du capital, soit 6,70% en actions

propres et 0,64% en actions attribuées. La valeur au bilan s'élève à 64 243 K€ et la valeur au 31 août 2009, déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2009, s'élève à 64 539 K€.

Les motifs des acquisitions entrent dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par les Assemblées Générales du 22 juin 2007 et du 30 janvier 2009.

Affectation du résultat

Pour l'exercice 2008/2009, il est proposé d'affecter le résultat net de l'exercice de 141 006 064,63 €, augmenté de 2 787 943,70 € de "Report à nouveau " antérieur de la manière suivante :

- Autres Réserves : 143 794 008,33 €

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Nominal de l'action	0,50€	0,10 €	0,10 €
Nombre d'actions	17 429 440	87 147 200	87 147 200
Dividende	1,480€	0,390€	0,430€
Dividende équivalent (*)	0,296 €		

(*) tenant compte de la division du nominal par 5

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES – BENETEAU S.A.

Montants en €	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720	8 714 720
Nombre d'actions	17 429 440	17 429 440	87 147 200	87 147 200	87 147 200
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 679 553	8 161 088	9 164 853	11 177 989	8 104 220
Résultat avant impôts, participation et intéressement des salariés, amort. et prov.	26 838 305	44 711 965	38 485 400	79 616 396	122 295 980
Impôts sur les bénéfices	308 633	53 965	4 381 900	(268 228)	(17 249 012)
Participation et intéressement des salariés	168 001	217 009	154 940	214 029	-
Résultat net	23 989 688	43 383 568	37 219 231	73 074 355	141 006 065
Résultat distribué	23 006 861	25 795 571	33 987 408	37 473 296	-
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation et intéressement, mais avant amortissements et provisions	1,51	2,55	0,39	0,87	1,60
Résultat net	1,38	2,49	0,43	0,84	1,62
Dividende attribué à chaque action	1,32	1,48	0,39	0,43	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés	25,4	27,3	22,6	24,9	25,9
Montant de la masse salariale	2 185 617	2 377 233	2 055 168	2 556 721	1 685 188
Montant des sommes versées au titre d'avantages sociaux	1 005 817	872 485	878 741	1 135 626	723 044

Liste et rémunérations des Mandataires Sociaux

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité des rémunérations. Les éléments de rémunération variable sont déterminés en fonction des résultats atteints.

Les membres du directoire et du conseil de surveillance ont obligation de conserver les actions attribuées pendant deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

Il n'existe pas d'engagement d'indemnités de fin de contrat de travail pour les dirigeants.

Le groupe s'est engagé à se référer au code de gouvernement d'entreprise AFEP – MEDEF.

Mme ROUX Annette

Jetons de présences versés dans le groupe : 28 000 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 107 500 € fixe
Mandats :

- Président du CS de BERI 21 S.A.
- Vice-Président du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de SPBI S.A.S.
- Administrateur de CNB S.A.
- Administrateur de O'HARA S.A.
- Président du CA et DG de BERI 3000 S.A.
- Président de la Fondation BENETEAU
- Gérant de BERI 210 SARL
- Administrateur de BENETEAU ESPANA S.A.
- Administrateur de L'OREAL

Mr CATHELINAIS Bruno

Jetons de présences versés dans le groupe : 27 500 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 312 527 € fixe,
392 260 € variable (base ex. 2007/2008)
Avantage en nature octroyé dans le groupe : 4 214 €
Mandats :

- Président du Directoire de BENETEAU S.A.
- Président de SPBI S.A.S.
- Administrateur de CNB S.A.
- Président du CA de O'HARA S.A.
- Président de FINANCIERE MERCURE S.A.S.U.
- Président de IRM S.A.S.U.
- Président de BIO HABITAT S.A.S.
- Membre du Directoire de HABITAT D'AVENIR S.A.S.
- Administrateur de SGB FINANCE S.A.
- Gérant de BORDEAUX LOISIRS S.A.R.L.
- représente BENETEAU S.A., Président de EYB S.A.S.
- Chairman BENETEAU Inc
- Chairman BENETEAU USA Inc
- Director BENETEAU UK
- Vice-Président de JEANNEAU ITALIE
- représente SPBI S.A.S., Administrateur de JEANNEAU ESPANA NEWCO
- Administrateur de MONTE CARLO YACHT S.P.A.
- Administrateur de CIO S.A.

Mr LYON-CAEN Yves

Jetons de présences versés dans le groupe : 22 000 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 312 000 € fixe,
308 731 € variable (base ex. 2007/2008)
Mandats :

- Président du Directoire de BERI 21 S.A.
- Président du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de SPBI S.A.S.
- Administrateur de CNB S.A.
- Membre du CS de Financière Mercure S.A.S.
- Président de BH S.A.S.U.
- Membre du CS de HABITAT D'AVENIR S.A.S.
- Administrateur de BERI 3000 S.A.
- Administrateur de la Fondation BENETEAU
- Gérant de SCI ODYSSEY
- Gérant de BERI 75 SARL
- Administrateur de BENETEAU ITALIA S.R.L.
- Administrateur de UNIBAIL-RODAMCO S.A.

Mr GUST Dieter

Jetons de présences versés dans le groupe : 16 500 €
Rémunération brute versée dans le groupe : 172 893 € fixe,
180 509 € variable (base ex. 2007/2008)
Avantage en nature octroyé dans le groupe : 6 236 €
Mandats :

- Membre du Directoire de BENETEAU S.A.
- Directeur Général Délégué de SPBI S.A.S.
- Président du CA et DG de CNB S.A.
- Gérant de NAUTILUS SCI
- Administrateur unique de GBI HOLDING SRL
- Administrateur de MONTE CARLO YACHT S.P.A.
- Représente CNB S.A., Administrateur de Pêche Viet Nam

Mr POLONIATO Bruno

Jetons de présences versés dans le groupe : 11 000€
 Rémunération brute versée dans le groupe : 131 519 € fixe,
 215 795 € variable (base ex. 2007/2008)
 Avantage en nature octroyé dans le groupe : 3 530 €
 Tous ses mandats ont pris fin le 15 juin 2009.

Mr BENETEAU Yvon

Jetons de présences versés dans le groupe : 11 000 €
 Rémunération brute versée dans le groupe : 91 020 € fixe,
 98 050 € variable (base ex. 2007/2008)
 Mandats :

- Membre du Directoire de BERI 21 S.A.
- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Administrateur de SPBI S.A.S.
- Administrateur de la Fondation BENETEAU
- Président de NOVY 6 S.A.S.
- Gérant de NOVYCAT S.A.R.L.

Mr DUPE Luc

Rémunération brute versée dans le groupe : 91 020 € fixe,
 98 050 € variable (base ex. 2007/2008)
 Mandats :

- Membre du Directoire de BERI 21 S.A.
- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de SPBI S.A.S.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de O'HARA S.A.
- Représente BENETEAU S.A., administrateur de CNB S.A.
- DGD de ELMA associés S.A.S.

Mr GONNORD Yves

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Président d'Honneur du CA et membre du Conseil de FLEURY MICHON S.A.
- Président de Société Holding de Contrôle et de Participations S.A.S.
- Gérant de Société Civile Agricole de la Brosse

Mr DE LABRIFFE Christian

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant associé de ROTHSCHILD & Cie S.C.S.
- Gérant associé de ROTHSCHILD & Cie Banque S.C.S.
- Président de TRANSACTION R S.A.S.
- Président de FINANCIERE RABELAIS S.A.S.
- Président du CA de MONTAIGNE RABELAIS S.A.
- Administrateur de CHRISTIAN DIOR COUTURE S.A.
- Administrateur de CHRISTIAN DIOR S.A.
- Membre du CS de PARIS ORLEANS S.A.

Mr DELANNOY Eric

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant de TALENTS ONLY S.A.R.L.
- Gérant de NAPKIN S.A.R.L.

Mr CAUSSIN Jean-Louis

Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.
- Gérant de GOTCHA E.U.R.L.

Mr MAHE Patrick

Rémunération brute versée dans le groupe :
 129 444 € fixe, 300 000 € variable (base ex. 2007/2008)
 Mandats :

- Membre du CS de BENETEAU S.A.

Opérations sur actions réalisées par les mandataires sociaux

I. Options d'Achats d'Actions

Etat des options d'achats d'actions attribuées au 31-08-2009

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Date d'échéance	Prix d'exercice	Options exercées avant 2008-2009	Options exercées en 2008-2009	Options non exercées au 31-08-2009
03-10-2001	450.000	03-10-2011	5,96	300.328	2.500	147.172
13-02-2003	450.000	13-02-2013	6,456	199.860	3.500	246.640
30-08-2006	72.500	30-08-2016	12,564	0	0	72.500

Options consenties au cours de l'exercice 2008-2009 aux mandataires sociaux
Néant

Options exercées au cours de l'exercice 2008-2009 par les mandataires sociaux
Néant

2. Attributions Gratuites d'Actions

Etat des attributions gratuites d'actions attribuées au 31-08-2009

Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées	Valeur des actions attribuées
29-08-2007	38.440	17,67
03-09-2008	56.000	12,21

Attributions gratuites d'actions consenties au cours de l'exercice 2008-2009 aux mandataires sociaux
Néant

Attributions gratuites d'actions attribuées définitivement au cours de l'exercice 2008-2009 aux mandataires sociaux
Néant

3. Opérations réalisées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2008-2009

Nom	Nature de l'opération	Date de réalisation	Nombre de titres	Montant
Yves LYON-CAEN	Cession	25-03-2009	40.000	243.000 €
Yves LYON-CAEN	Acquisition	25-03-2009	40.000	243.000 €
BERI 21 S.A.	Acquisition	10-2008 à 02-2009	1.186.600	7.506.047 €

RAPPORT du CONSEIL de SURVEILLANCE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Le Conseil de Surveillance a régulièrement été informé par le Directoire de l'évolution de la marche du groupe et a exercé les missions qui lui ont été confiées par la loi et les statuts.

Il a notamment examiné les comptes sociaux de BENETEAU S.A., ainsi que les comptes consolidés du groupe BENETEAU, arrêtés au 31 Août 2009, et n'a pas d'observations particulières à formuler sur ces documents.

Le Rapport de gestion du Directoire n'appelle, lui non plus, aucune observation de notre part.

Votre Conseil vous invite donc à approuver les documents qui vous sont ici présentés ainsi que les résolutions qui vous sont proposées.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 4 Novembre 2009

Le Président du Conseil de Surveillance

RAPPORT du PRESIDENT

sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance

et le contrôle interne

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce, complété par la loi n° 2003-706 de Sécurité Financière du 2 août 2004, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 août 2009
- des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

I - Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

I.1 Composition du Conseil de Surveillance

Votre Conseil de Surveillance est composé des 9 membres suivants :

Mr Yves LYON-CAEN, Président
 Mme Annette ROUX, Vice-Président
 Mr Yvon BENETEAU
 Mr Jean-Louis CAUSSIN
 Mr Eric DELANNOY
 Mr Luc DUPE
 Mr Yves GONNORD
 Mr Christian de LABRIFFE
 Mr Patrick MAHE

Chaque membre doit détenir au moins 500 actions de la société. La durée des fonctions des membres est de trois ans.

Les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et conformes aux dispositions légales.

Un Règlement intérieur a par ailleurs été adopté par le Conseil de Surveillance dans sa délibération du 10 mai 2005.

I.2 Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins quatre fois par an.

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil de Surveillance s'est donc réuni six fois, dont :

- le 6 novembre 2008, notamment pour l'examen des comptes de l'exercice clos le 31 août 2008
- le 23 avril 2009, notamment pour l'examen des comptes du premier semestre et l'actualisation des prévisions de l'exercice 2008-2009

I.3 Convocations des membres du Conseil de Surveillance

Les membres du Conseil ont été convoqués par lettre simple, au moins 8 jours avant la date de la réunion.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, également 8 jours avant la date de la réunion, pour chaque Conseil examinant ou arrêtant les comptes annuels ou intermédiaires.

I.4 Information des membres du Conseil de Surveillance

Outre l'ordre du jour que les membres du Conseil reçoivent systématiquement avec leur convocation, la société met à leur disposition tous les documents et informations nécessaires à leur mission.

1.5 Comités spécialisés

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance :

Comité d'audit

Mr Yves LYON-CAEN, Président
Mr Christian de LABRIFFE

Comité des nominations et des rémunérations

Mr Yves GONNORD, Président
Mme Annette ROUX
Mr Yves LYON-CAEN

1.6 Procès-verbaux des réunions

Les réunions et décisions du Conseil sont formalisées dans des procès-verbaux établis à l'issue de chaque réunion, puis signés par le Président et au moins un membre du Conseil.

2 – Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale

Les assemblées générales sont convoquées par le Directoire ou le Conseil de Surveillance et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

La société faisant publiquement appel à l'épargne, la convocation des assemblées générales est faite par un 1^{er} avis inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires 35 jours au moins avant la date de l'assemblée, puis un 2^{ème} avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Ces publications sont également disponibles sur le site du groupe : www.beneteau-group.com

Les actionnaires, titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, sont en outre convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou, sur leur demande, à leurs frais par lettre recommandée.

Tout actionnaire a le droit de participer à l'assemblée générale quel que soit le nombre de ses actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'enregistrement comptable des titres de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par CACEIS pour la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires : pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance doit être reçu par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les statuts permettent le calcul du quorum et de la majorité en tenant compte des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret : cette possibilité n'a pas encore été utilisée par la société.

Un droit de vote double est conféré aux actions entièrement libérées qui auront été inscrites sur les registres d'actions nominatives depuis plus de deux ans au nom d'un même actionnaire, de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

Ce droit sera également conféré, dès leur émission :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ;
- en cas de fusion, aux actions nominatives attribuées à un actionnaire de la société absorbée en échange d'actions de cette société pour lesquelles il bénéficierait de ce droit.

Le transfert, par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit du conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans toutes les Assemblées Générales. Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions à toujours le droit d'assister aux Assemblées Générales.

Pour les titres remis en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire et non par le créancier gagiste.

2.1 Franchissements de seuils

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, un nombre d'actions représentant une proportion du capital social et/ou des droits de vote, égale ou supérieure à 2,5 %, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils de déclarations prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit informer la société du nombre total d'actions et des droits de vote qu'elle possède ainsi que des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai légal et réglementaire.

L'obligation d'informer la société s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire en capital ou en droits de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés dans les statuts.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée conformément aux dispositions statutaires et/ou légales sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

3 - Procédures de contrôle interne

3.1 Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est défini, au sein du groupe Bénéteau, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques et permettant d'assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Mis en œuvre par le Conseil de Surveillance, le Directoire et le personnel du groupe, il vise à obtenir une assurance raisonnable, et non une garantie absolue, sur :

- la correcte application de la politique générale de l'entreprise
- le respect des lois et des règlements applicables au groupe
- la prévention, la détection et la maîtrise des risques inhérents à l'activité, ainsi que les risques de fraudes et d'erreurs
- la fiabilité des informations comptables financières

3.2 Organisation générale des procédures de contrôle interne

3.2.1 Principaux acteurs du contrôle interne

Le Conseil de Surveillance

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la société et des attributions qui lui sont conférées par les statuts, le Conseil de Surveillance examine régulièrement les orientations stratégiques de la société, évalue l'adéquation de sa politique d'investissement, apprécie ses projets de développement de nouveaux produits. Ses travaux sont préparés par des réunions ad hoc du comité stratégique.

Communication lui est faite à rythme régulier des informations comptables et financières de la société. Il est assisté dans leur analyse par le comité d'audit qui se réunit plusieurs fois dans l'année, si nécessaire avec les Commissaires aux comptes, et le plus souvent avec le Président du Directoire. Il évoque également les travaux du comité de rémunérations et des nominations afin de se prononcer sur les rémunérations des membres du Directoire et les attributions d'actions gratuites et d'options d'achat d'actions.

Le Directoire

Il définit et anime les orientations opérationnelles du groupe dans le cadre de ses attributions statutaires. Il s'appuie sur les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des filiales ainsi que sur les directions fonctionnelles du groupe. Ce système de direction permet une planification et une coordination efficace du contrôle interne.

Les comités opérationnels

Dédiés aux domaines suivants, ils se réunissent à fréquence régulière :

- achats
- développement produits
- scientifique et technique
- industriel
- systèmes d'information
- juridique
- financier

Les comités de pilotage des filiales

Réunis régulièrement à l'initiative du Président du Directoire, composés des directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés, les comités de pilotage coordonnent la mise en œuvre des objectifs stratégiques du groupe et s'assurent de leur bonne déclinaison au sein des différents services.

Les responsables fonctionnels et opérationnels

Ils sont chargés de proposer des plans d'action en adéquation avec les objectifs fixés par le comité de pilotage et de mettre en place des méthodes de travail qui soient efficaces et performantes pour les principaux processus opérationnels. Dans ce cadre, ils s'assurent de la bonne mise en place des mesures prises afin de réduire la probabilité de la survenance des principaux risques et d'en limiter, le cas échéant, les conséquences.

La direction financière

La direction financière du groupe, en liaison avec les équipes du contrôle de gestion et de la comptabilité des différentes entités, est chargée de :

- prévenir et maîtriser les écarts par rapport aux objectifs définis
- garantir la fiabilité des informations comptables et financières

Elle prépare les documents demandés par le comité d'audit et participe à ses travaux.

Les Commissaires aux comptes

Les Commissaires aux comptes complètent en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du groupe. Leurs travaux apportent au groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

3.2.2. Principales décisions de gestion

Les décisions majeures de gestion, qui engagent de façon significative l'entreprise, sont toutes validées par le Directoire.

3.2.3 Gestion des risques

Finance

Trésorerie :

Les excédents de trésorerie de chaque société du groupe sont centralisés au niveau de la Holding, Bénéteau SA, via un compte courant rémunéré (aux conditions Euribor 3 mois + 0,25% en prêteur et Euribor 3 mois + 1% en emprunteur).

La trésorerie ainsi centralisée (plus de 95 % du total disponible) est placée exclusivement sur des supports sans risque, type certificats de dépôt à court terme, auprès de trois banques choisies par le Directoire après avis du Conseil de Surveillance. Le solde de la trésorerie (environ 5 %) est placée par les différentes sociétés excédentaires en certificats de dépôt à quelques jours auprès des mêmes banques que ci-dessus.

Change et taux :

Le groupe se couvre pour ses emprunts moyen terme par des swap de taux d'intérêts.

Le groupe procède à des opérations de couverture de change sur le Dollar et à des opérations de couverture de change sur le Sloty, via des ventes à termes. Les décisions de couverture sont prises par la Direction Générale du groupe et la mise en place des opérations est effectuée par les services financiers des sociétés concernées.

Crédit Management :

a - Plaisance

Une procédure de crédit management a été mise en place en 2007. Elle s'appuie sur des dispositions écrites.

Un comité des risques se réunit chaque mois. Le crédit manager présente l'ensemble des reportings et informe de la situation en cours. Les décisions les plus importantes sont validées par le comité des risques.

Des réunions ponctuelles peuvent s'ajouter à cette réunion mensuelle, si nécessaire.

Un reporting hebdomadaire des retards de paiement et de suivi des encours clients permet de suivre au plus près les risques financiers.

Sur la France, l'Espagne et l'Italie, les bateaux sont payés avant le départ, ou ont obtenu au préalable un accord de financement de la part de SGB.

L'en cours client est financé par une ligne de crédit SGB, dont le montant est déterminé conjointement par SGB et Bénéteau ou Jeanneau. Il est fonction de quatre ratios financiers, qui déterminent une ligne de crédit d'un maximum de 40 % du volume des ventes.

Les deux chantiers ont contractuellement un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement. Durant cette période, SGB a procédé à un amortissement de 20 % du capital, l'engagement des chantiers porte alors sur 80 % du prix d'achat hors taxe.

Les chantiers peuvent donner leur accord à une prorogation de cette période de financement, mais demandent alors un amortissement complémentaire.

Le risque d'impayé sur les bateaux d'occasion est à la charge de SGB.

Hors France, Espagne et Italie, les bateaux sont payés avant le départ, ou ont obtenu au préalable un accord de financement de la part d'une des sociétés financières spécialisées choisies par le groupe selon le pays concerné.

Un reporting mensuel est transmis par ces organismes de financement et permet au crédit manager de s'assurer de la cohérence des lignes de crédit, des financements accordés et du respect des amortissements partiels en cours de période.

Les chantiers ont un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement dans des conditions identiques à la France.

Le crédit manager travaille en lien avec les différentes sociétés de financement afin d'anticiper tout problème et remonte au comité des risques les éventuelles difficultés.

b - Habitat

Préalablement à l'ouverture d'un compte client, une analyse financière est réalisée par le service crédit management, qui fixe alors un niveau d'en cours en fonction de la solidité financière du client.

Cette démarche s'accompagne d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la SFAC. La couverture de la SFAC représente près de 50 % de l'en cours autorisé.

Le crédit management effectue un suivi régulier des en cours et peut bloquer les saisies de commandes et les livraisons.

Un reporting mensuel est transmis au directeur commercial et au directeur financier; pour intervention sur les dossiers les plus délicats.

Informatique

Sécurité informatique

L'ensemble des sujets ayant trait à la sécurité informatique sont placés sous l'autorité du responsable de la sécurité des services informatiques (RSSI). Il anime une cellule de travail dédiée :

- aux sauvegardes informatiques,
- à la sécurité des systèmes (sécurisation des accès, firewall, antivirus, anti spam...),
- à la disponibilité des systèmes et du réseau,
- à la veille réglementaire (CNIL),
- au respect des bonnes pratiques (Charte informatique).

La charte de sécurité informatique est annexée au règlement intérieur de chaque société du groupe.

Le RSSI anime tous les 15 jours un comité de sécurité informatique, qui reprend les événements de la période écoulée et définit les priorités et les actions à mener sur la période suivante.

Des audits de vulnérabilité sont régulièrement effectués par une société extérieure spécialisée.

Gestion de la reprise d'activité

L'ensemble des données informatiques de l'entreprise sont sauvegardées quotidiennement sur deux lieux géographiques différents. Les données sont ensuite conservées selon un plan de rétention journalier, hebdomadaire, mensuel, annuel déterminé en fonction de la criticité et du délai de péremption de l'information concernée.

Le groupe dispose en outre d'un plan de reprise d'activité (PRA) sur les principaux logiciels de gestion, permettant, en cas de catastrophe, de reprendre l'activité 24 H plus tard, sur la base de la situation 48 H avant la catastrophe.

Achats

Risque fournisseurs

Une cinquantaine de fournisseurs stratégiques ou vulnérables font l'objet d'un suivi spécifique par un comité ad hoc (achats-

logistique). L'objectif est de s'assurer de la pérennité des entreprises partenaires et d'anticiper au plus tôt leurs difficultés éventuelles. Cette démarche s'accompagne d'un suivi financier : via un abonnement à la COFACE pour une liste de fournisseurs choisis par le service achat, ou par une étude financière plus détaillée demandée par l'acheteur au credit manager. L'objectif est de renforcer la coopération entre le service achats et les services financiers pour améliorer le suivi du risque fournisseur.

Risque produits/services

Les principaux fournisseurs (soit une centaine, représentant près de 70 % des achats matières) a signé une charte qualité-logistique-environnement.

Cette charte vise à cadrer nos exigences en matière de délai, de traçabilité, de normes environnementales, de flexibilité et de qualité.

Une cinquantaine de fournisseurs a signé un contrat d'achat, au cahier des charges très précis, faisant référence à des normes internationales, et réalisé en collaboration avec le bureau d'études. Ce contrat d'achat est en particulier destiné aux marchés pluriannuels et aux fournisseurs de produits basés en Asie.

Dépendance vis-à-vis des fournisseurs

Il existe toujours plusieurs fournisseurs sur un même savoir faire. Néanmoins le groupe n'échappe pas au risque que certains produits ne soient pas substituables sans un nouveau développement par le Bureau d'Etudes. Dans ce cas, l'arrêt d'approvisionnement risque d'arrêter momentanément certaines productions. Ces risques sont clairement identifiés, régulièrement réévalués, et portent sur un nombre limité de produits.

Industrie et Logistique

Certification ISO 9001

Les principales sociétés du groupe font l'objet d'une certification ISO 9001, qui s'appuie sur la mise en place d'un système de management de la qualité. Les processus essentiels de l'entreprise font l'objet d'une documentation, avec indicateurs de performance, et sont régulièrement audités. La démarche de certification vise à une amélioration continue.

Agrément OEA (Opérateur Economique Agréé - Simplification douanières/ sécurité et sûreté):

Les Douanes européennes ont labellisé le Groupe Bénéteau et sa filiale SPBI en tant qu'opérateurs économiques agréés. Cette certification a pour but de faciliter les échanges internationaux de marchandises. Elle se traduit par un contrat de confiance entre les Douanes et notre Groupe, obtenu à l'issue d'un audit sur nos sites administratifs et de productions.

Approvisionnements

La logistique travaille à une amélioration continue de la prestation d'approvisionnement, selon 2 axes.

Le premier porte sur la capacité des fournisseurs à livrer entre J-2 et J+1. Le taux de service est actuellement de 85% contre 60% il y a encore 2 ans.

Le second porte sur la mise en place de FNC (fiches de non-conformité), qui vise à refacturer aux fournisseurs les coûts de non qualité qui leur sont imputables, et les contraindre à prendre ainsi des mesures pour réduire ces problèmes de qualité.

Une réunion hebdomadaire achats-logistique porte sur la capacité des fournisseurs à s'adapter aux plans de production des chantiers (à la hausse comme à la baisse) et prévenir ainsi les risques de ruptures d'approvisionnement.

Agrément d'un nouveau fournisseur

Pour les principaux fournisseurs, le travail d'accréditation se fait par les achats en lien avec le service qualité-logistique. Il s'accompagne d'une visite des lieux de production et d'une prise de connaissance des procédures de contrôle interne.

Comité de direction qualité

Un comité de direction qualité (CDQ) se tient tous les 15 jours. Il a pour objectif de faire le point avec la direction, le SAV, le BE, les achats et la qualité des problèmes de chacun.

Deux niveaux d'action existent : les points critiques (actions à réaliser sous un mois avec la mise en place d'un pilote et d'un compte rendu à chaque CDQ).

Les points rouges (risque important ou problème sécurité ou risque pour l'image de marque : action immédiate avec information de la direction générale).

Environnement

Rappel du point IV – a) 2.2.4. du rapport annuel

La gestion de l'environnement s'appuie sur la norme ISO 14001 qui permet de formuler ses objectifs en prenant en compte les exigences réglementaires et les impacts environnementaux significatifs.

Ce système est documenté (procédures), planifié (mise en place de programmes de management de l'environnement), suivi par des indicateurs de maîtrise opérationnelle et de performance et fait l'objet d'audits (internes et externes) et d'exercices réguliers visant à vérifier le bon fonctionnement des installations et la bonne aptitude des équipes à réagir dans l'urgence. Un audit des risques incendie est régulièrement réalisé par l'assureur du groupe.

Réglementation

La veille réglementaire est sous-traitée à une société spécialisée de premier plan et permet de s'assurer du respect du droit à la protection de l'environnement.

Le groupe travaille également en collaboration avec les pouvoirs publics au sein du groupement des producteurs des industries composites, ce qui favorise une bonne anticipation des évolutions de la réglementation.

Le groupe a pris en compte la réglementation REACH dans sa politique d'approvisionnements. Dans ce cadre, le groupe a adopté une démarche favorisant l'utilisation des produits de moindre toxicité.

Juridique

Suivi des affaires

Selon les instructions de la direction générale, à chaque problème significatif, tout responsable est tenu d'en avvertir le service juridique. Le service juridique ayant un rôle de conseil, chaque responsable doit apprécier s'il convient ou non d'alerter le service juridique. Il reste cependant tributaire de la bonne appréciation du risque par les différents responsables.

Un reporting des risques et affaires juridiques en cours a été mis en place, pour informer au plus vite la direction générale et l'aider ainsi dans son pilotage de l'activité.

3.3 Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Le groupe est doté d'un ensemble de règles et méthodes permettant de fournir une information financière fiable, avec notamment pour objectif de garantir :

- une remontée de l'information financière dans des délais raisonnables, et pouvoir ainsi mettre en œuvre des actions correctives le cas échéant
- la qualité de l'information financière transmise au Directoire et au Conseil de Surveillance du groupe
- l'homogénéité de l'information entre les différentes sociétés du groupe
- le respect des différentes réglementations (comptables, fiscales, douanières, ...)
- la maîtrise des risques d'erreurs

Les comptes consolidés sont présentés en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne (normes IFRS).

Pour atteindre ces objectifs, chaque société du groupe Bénéteau applique notamment un processus budgétaire identique.

Un compte de résultat prévisionnel est établi en début d'exercice. En cours d'exercice, un ajustement de l'estimation initiale est réalisé à deux ou trois reprises.

Ces ajustements s'appuient sur le reporting interne établi par chaque société du groupe.

Plusieurs services concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées du groupe :

- comptabilité et consolidation
- contrôle de gestion
- systèmes d'information
- trésorerie
- juridique

Ces services s'assurent que les différentes entités du groupe connaissent les nouveautés en matière de législation, de recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, de procédures internes au groupe et de leur traitement.

Ils informent sur la politique financière du groupe, des normes et procédures à appliquer, des actions correctrices à apporter et du contrôle interne relatif aux données comptables et financières.

Par ailleurs, des comités de gestion mensuels par entité, destinés à analyser les résultats, contribuent au pilotage économique et participent à la création et à l'entretien d'une culture financière au sein du groupe.

Les principaux processus de gestion participent au contrôle interne. Il s'agit du plan stratégique à moyen terme, du budget annuel, des estimés trimestriels du résultat annuel, du reporting mensuel des résultats de gestion, des tableaux de bord opérationnels et des arrêtés semestriels des comptes sociaux et consolidés.

Pour la production des comptes consolidés, Bénéteau SA utilise le référentiel commun au groupe ; ce qui induit l'homogénéité des méthodes comptables et règles de consolidation ainsi que la normalisation des formats de restitution.

Bénéteau SA établit les comptes consolidés en application des normes IFRS. Des notes d'instruction de la direction financière définissent les calendriers de clôture. Chaque semestre, un rapprochement est réalisé entre les éléments des comptes consolidés et le reporting mensuel afin d'analyser et d'explicitier les éventuels écarts. Dans le cadre de leur mission, les commissaires aux comptes interviennent au moins semestriellement, à la fin du premier semestre pour une revue limitée et au 31 août pour une revue complète.

3.4 Pilotage du contrôle interne

Le système d'information du groupe repose sur des outils communs aux principales sociétés, tant en ce qui concerne les gestions de production que le traitement de l'information financière. Il permet d'obtenir une information fiable, de qualité et dans des délais raisonnables.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a continué ses travaux en 2009, assurant la formalisation de l'information financière.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 4 novembre 2009

Le Président du Conseil de Surveillance

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil de surveillance de la société Bénéteau S.A

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Bénéteau S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président du conseil de surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2009. Il appartient au président du conseil de surveillance d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L.225-68 du Code de commerce.

Les Commissaires aux comptes
Rennes et La Roche sur Yon, le 23 décembre 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Atlantique Révision Conseil

Vincent Broyé
Associé

Sébastien Caillaud
Associé

GROUPE **B**ENETEAU

Eléments financiers

Groupe Bénéteau

Compte de résultat	32
Bilan	33
Tableau de variation des capitaux propres.....	34
Tableau des flux de trésorerie	35
Note 1 – Informations relatives à l'entreprise.....	36
Note 2 – Faits marquants de l'exercice.....	36
Note 3 – Méthodes comptables.....	36
Note 4 – Participations et périmètre de consolidation.....	41
Note 5 – Actif immobilisé.....	42
Note 6 – Stocks et encours.....	44
Note 7 – Clients et comptes rattachés.....	44
Note 8 – Autres créances.....	44
Note 9 – Trésorerie et équivalent de trésorerie.....	45
Note 10 – Capitaux propres.....	45
Note 11 – Provisions.....	46
Note 12 – Avantages au personnel.....	47
Note 13 – Dettes financières.....	48
Note 14 – Autres dettes et créditeurs.....	48
Note 15 – Instruments financiers.....	49
Note 16 – Engagements	49
Note 17 – Information sectorielle.....	49
Note 18 – Personnel.....	51
Note 19 – Charges externes	51
Note 20 – Autres produits et charges opérationnels courants	51
Note 21 – Autres produits et charges opérationnels.....	51
Note 22 – Résultat financier.....	52
Note 23 – Impôts sur les résultats et impôts différés.....	52
Note 24 – Résultat par action	52
Note 25 – Informations concernant les entreprises liées.....	53
Note 26 – Gestion du risque financier.....	53
Note 27 – Honoraires des commissaires aux comptes.....	56

Compte de résultat consolidé au 31 août 2009

En milliers d'euros	Note	31/08/2009	31/08/2008
Chiffre d'affaires	Note 17	659 195	1 094 166
Variation des stocks de produits finis et en-cours		(19 307)	17 262
Autres produits de l'activité		1 697	625
Achats consommés		(330 038)	(556 454)
Charges de personnel	Note 18	(175 596)	(250 004)
Charges externes	Note 19	(67 649)	(90 877)
Impôts et taxes		(13 113)	(17 406)
Amortissements		(44 581)	(42 650)
Autres charges opérationnelles courantes	Note 20	(3 226)	(4 289)
Autres produits opérationnels courants	Note 20	1 369	1 281
Résultat opérationnel courant	Note 17	8 750	151 655
Autres produits opérationnels	Note 21		16 854
Autres charges opérationnelles	Note 21	(25 145)	(10 124)
Résultat opérationnel		(16 395)	158 385
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	Note 22	1 854	5 163
Coût de l'endettement financier brut	Note 22	(1 988)	(1 573)
Coût de l'endettement financier net	Note 22	(134)	3 590
Autres produits financiers	Note 22	443	1 415
Autres charges financières	Note 22	(3 385)	(2 477)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		1 709	1 816
Charge d'impôt sur les résultats	Note 23	7 343	(49 353)
Résultat net (part du groupe)		(10 419)	113 350
Part des intérêts minoritaires		0	26
Résultat net de l'ensemble consolidé		(10 419)	113 376
En €			
Résultat de base net par action	Note 24	(0,13)	1,36
Résultat net dilué par action	Note 24	(0,13)	1,35

**Etat du résultat global
Part du groupe**

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Résultat net (part du groupe)	(10 419)	113 350
Ecart de conversion	164	121
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	40	(630)
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	959	0
Autres éléments du résultat global	49	(97)
Impôts différés	(344)	221
Eléments constituant le résultat global (part du groupe)	868	(385)
Résultat global (part du groupe)	(9 551)	112 965

Bilan consolidé au 31 août 2009

ACTIF – en milliers d'euros	Note	31/08/2009	31/08/2008
Goodwill	Note 5	63 335	63 335
Autres immobilisations incorporelles	Note 5	1 855	1 534
Immobilisations corporelles	Note 5	251 728	229 618
Participations dans les entreprises associées	Note 5	13 296	11 287
Actifs financiers non courants	Note 5	238	269
Actifs d'impôts différés	Note 23	1 227	4 117
Actifs non courants		331 679	310 160
Stocks et en-cours	Note 6	126 703	155 056
Clients et comptes rattachés	Note 7	55 059	103 013
Autres créances	Note 8	43 289	58 626
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9	98 588	176 266
Actifs courants		323 639	492 961
Total Actif		655 318	803 121

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF – en milliers d'euros	Note	31/08/2009	31/08/2008
Capital		8 715	8 715
Primes		27 850	27 850
Autocontrôle	Note 10	(64 243)	(57 513)
Réserves consolidées		474 058	396 390
Résultat consolidé		(10 419)	113 350
Capitaux propres (Part du Groupe)	Note 10	435 961	488 792
Intérêts minoritaires		11	36
Total Capitaux propres		435 972	488 828
Provisions	Note 11	11 380	7 709
Engagements envers le personnel	Note 12	6 592	7 651
Dettes financières	Note 13	31 590	240
Passifs d'impôts différés	Note 23	4 531	426
Passifs non courants		54 093	16 026
Emprunts à court terme et partie courante des emprunts à long terme	Note 13	17 059	16 214
Fournisseurs et autres créditeurs	Note 14	45 386	105 757
Autres dettes	Note 14	90 810	154 178
Autres provisions	Note 11	11 999	14 420
Dettes d'impôts exigible	Note 14	0	7 699
Passifs courants		165 254	298 268
Total Capitaux propres et passif		655 318	803 121

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Capital émis	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserv. Convers.	Résultat	Capitaux propres, Part du groupe	Int. Mino-ritaires	Total des capitaux propres
Situation nette au 31/08/2007	8 715	27 850	(28 075)	344 148	(8 918)	93 587	437 307	29	437 336
Résultat net 2007/2008						113 350	113 350	26	113 376
Autres éléments du résultat global				(506)	121		(385)		(385)
Résultat global 2007/2008				(506)	121	113 350	112 965	26	112 991
Affectation du résultat 2006/2007				93 587		(93 587)	0		0
Distribution de dividendes (1)				(32 510)			(32 510)	(19)	(32 529)
Ecart de conversion					(361)		(361)		(361)
Mouvements sur actions propres			(29 438)	(23)			(29 461)		(29 461)
Autres (2)				852			852		852
Situation nette au 31/08/2008	8 715	27 850	(57 513)	405 548	(9 158)	113 350	488 792	36	488 828
Résultat 2008/2009						(10 419)	(10 419)	0	(10 419)
Autres éléments du résultat global				704	164		868		868
Résultat global 2008/2009				704	164	(10 419)	(9 551)	0	(9 551)
Affectation du résultat 2007/2008				113 350		(113 350)	0	0	
Distribution de dividendes (1)				(34 701)			(34 701)	(25)	(34 726)
Ecart de conversion					(1 536)		(1 536)		(1 536)
Mouvements sur actions propres			(6 730)	(448)			(7 178)		(7 178)
Autres (2)				135			135		135
Situation nette au 31/08/2009	8 715	27 850	(64 243)	484 588	(10 530)	(10 419)	435 961	11	435 972

(1) Dividende par action

- 0,39€ en 2006/2007

- 0,43€ en 2007/2008

(2) détail des autres variations

- Norme IFRS 2 135 k€ (note 18)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	(12 128)	111 558
Élimin. des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	52 921	30 860
<i>Amortissements et provisions</i>	46 442	46 116
<i>Plus ou moins values de cession</i>	(21)	(12 804)
<i>Impôts différés</i>	6 635	(2 452)
Marge brute d'autofinancement	40 928	142 418
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(40 217)	(77 995)
<i>Stocks et encours</i>	27 898	(23 596)
<i>Créances</i>	77 509	(38 688)
<i>Impôt exigible</i>	(23 052)	(15 404)
<i>Dettes</i>	(122 572)	(307)
Total 1 - Flux de trés. prov. de l'exploitation	711	64 424
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(70 577)	(74 261)
Cessions d'immobilisations	2 405	1 445
Dettes sur immobilisations	59	(27 845)
Incidence des variations de périmètre	0	27 258
Total 2 - Flux de trés. aff. aux opér. d'investissement	(68 113)	(73 403)
Opérations de financement		
Variation de capital	0	0
Actions propres	(7 178)	(29 462)
Dividendes versés aux actionnaires	(34 730)	(32 530)
Encaissements provenant de dettes financières	39 139	4 513
Remboursts de dettes financières	(2 944)	(3 151)
Total 3 - Flux de trés. aff. aux opér. de financement	(5 714)	(60 629)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	(73 117)	(69 609)
Trésorerie à l'ouverture	170 472	240 180
Trésorerie à la clôture - note 9	96 966	170 472
Incid. des var. de cours des devises	(390)	(98)
Dont		
VMP	87 825	155 267
Disponibilités	10 763	20 999
Comptes bancaires créditeurs	(1 622)	(5 794)

Note 1 - Informations relatives à l'entreprise

Cotée sur Euronext, Bénéteau SA est une société anonyme de droit français.

Le groupe a deux activités principales :

- la conception, fabrication et commercialisation auprès d'un réseau international de concessionnaires, de bateaux à voile et à moteur; activité regroupée sous la dénomination du secteur «Bateaux». Le groupe est leader mondial sur le marché des bateaux à voile et un des principaux acteurs sur le marché européen des bateaux à moteur ;
- la conception, fabrication et commercialisation de résidences mobiles de loisirs, activité regroupée sous la dénomination du secteur «Habitat»

Les autres activités du groupe sont considérées comme des éléments de réconciliation au niveau de l'information sectorielle donnée en note 17.

Les états financiers consolidés au 31 août 2009 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci après « Le Groupe »).

Le Directoire du 4 novembre 2009 a arrêté les comptes annuels consolidés et a autorisé la publication des états financiers arrêtés au 31 août 2009. Ces comptes seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Note 2-Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2008/2009 a été principalement marqué par une crise financière et bancaire sans précédent par son ampleur et sa brutalité. Les marchés de la plaisance ont connu à travers le monde une baisse de plus de 50%.

Dans ce contexte, l'activité Bateaux du groupe a été obligée d'adapter son organisation. Il était en effet indispensable à la sauvegarde de compétitivité du groupe, voire à sa pérennité, d'envisager une réorganisation sensible permettant d'adapter les effectifs du groupe à la baisse de l'activité constatée.

Un Plan de Sauvegarde de l'Emploi, dont le coût s'est élevé à 25,1 millions d'euros, a donc été engagé.

Note 3 - Méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la période close au 31 août 2009 en appliquant la totalité des normes IFRS publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe a appliqué pour la première fois au 1er septembre 2008 la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels». Cette norme n'a pas d'impact sur l'information sectorielle fournie dans la mesure

où l'information fournie était déjà alignée sur les secteurs suivis opérationnellement par le management.

Le Groupe a appliqué pour la première fois au 1er septembre 2008 la norme IAS 1 révisée «Présentation des états financiers», le Groupe a opté pour la présentation de deux états distincts : un état détaillant les composantes du résultat net «Compte de résultat consolidé» et un état détaillant les pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres «Etat du résultat global».

Les autres normes, amendements et interprétations IFRS suivants n'ont pas d'impact sur les comptes :

- IFRS 2 amendée – Paiement fondé sur des actions ;
- IAS 23 (révisée) – Coûts d'emprunts ;
- IAS 32 amendée – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- IFRIC 12 – Accords de concession de services ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clientèle ;
- IFRIC 14 – Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies.

3.1. Présentation des états financiers consolidés

Les crédits d'impôts recherche ont été comptabilisés comme une subvention imputée en moins des charges opérationnelles de personnel pour la 1ère fois au 31 août 2009. Par souci de comparabilité les comptes de l'exercice clos au 31 août 2008 ont été être retraités afin de retenir la même présentation. Les comptes comparatifs ont également été retraités pour tenir compte d'une correction d'erreur sur les coûts de développements. L'impact cumulé de ces deux éléments sur le résultat opérationnel du 31 août 2008 s'élève à (-) 187K€ et l'impact sur le résultat net au 31/08/08 est de (-) 1 057K€.

Les notes et tableaux suivants sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sont considérés comme «actifs courants», les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation, ou dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Les «dettes courantes» sont constituées des dettes échues au cours du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Les autres actifs ou dettes sont considérés comme «non courants».

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres

facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation

comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

Estimation		Nature de l'information communiquée
Note 3.5.1	Principales acquisitions, cessions et variations de périmètre	Le cas échéant, présentation des principales méthodes et hypothèses de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises
Note 12	Avantages du personnel	Taux d'actualisation, d'inflation, de rendement des actifs du régime, taux de progression des salaires
Note 10.2 et 18	Rémunération en actions	Modèle, hypothèses sous-jacentes à la détermination des justes-valeurs
Note 11	Provisions	Hypothèses sous-jacentes à l'appréciation et à l'estimation des risques
Note 23.2	Impôt sur les sociétés	Hypothèses retenues pour la reconnaissance des impôts différés actifs et les modalités d'application de la législation fiscale

3.2. Méthodes de consolidation

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le contrôle existe lorsque le groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Entreprises associées et co-entreprises :

Les entreprises associées sont les entités pour lesquelles la société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. Les entreprises associées et les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises mises en équivalence et co-entreprises.

Méthodes appliquées au groupe

Au 31 août 2009, les sociétés du groupe sont contrôlées de façon exclusive par Bénéteau SA. Les comptes de ces sociétés sont donc consolidés par intégration globale ; seules les sociétés SGB Finance et Habitat d'Avenir, dont le pourcentage de contrôle sont respectivement de 48,9992% et 50% sont consolidées par mise en équivalence.

Les soldes bilanciels, les produits et les charges latents résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains et les pertes latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence.

Le périmètre de consolidation et la liste des filiales sont présentés en note 4.

3.3. Méthode de conversion

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis, pour le bilan au cours de la devise étrangère à la clôture, et pour le compte de résultat au cours moyen de l'exercice. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuations significative.

Les écarts de change liés aux opérations réciproques d'exploitation sont classés en charges ou produits financiers selon le cas.

3.4 Valorisation des actifs incorporels

3.4.1 Regroupement d'entreprise et goodwill

Les acquisitions intervenues avant le 1^{er} septembre 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitement, comme le permet la norme IFRS 1.

Lors de l'acquisition d'une cible, le goodwill représente l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels.

Le groupe dispose d'un délai d'un an pour corriger ce goodwill en fonction de nouveaux éléments portés à sa connaissance après la 1^{ère} intégration.

Les éventuels compléments de prix sont intégrés dans le calcul initial du goodwill dès lors qu'il est probable qu'ils seront payés et qu'il est possible de les évaluer de façon fiable.

3.4.2 Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge.

Les frais de développement engagés par le groupe au cours des exercices antérieurs en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux différents ont été immobilisés.

Les frais de développement engagés pour la réalisation des moules sont immobilisés, car ils font partie de projets individualisés et leur recouvrabilité future peut raisonnablement être considérée comme assurée.

Ils sont présentés au bilan avec les moules auxquels ils se rattachent.

3.4.3 Autres

Les immobilisations incorporelles acquises par le groupe ayant une durée de vie définies sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

3.5. Dépréciation des actifs non financiers

3.5.1 Goodwill

La valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie incluant le goodwill est revue annuellement. Un test de dépréciation est réalisé au minimum lors de chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

La principale valeur qui figure à l'actif concerne l'UGT IRM. Les hypothèses suivantes ont été retenues pour réaliser le test de dépréciation sur le goodwill IRM :

- le taux d'actualisation retenu s'élève à 8,02%, contre 7,95% au 31 août 2008
- les cash-flows ont été calculés à partir d'un plan à 5 ans
- le taux de croissance à l'infini a été retenu à 2%.

Une variation de 1 point du taux d'actualisation aurait une incidence de 32 M€ sur les cash-flows actualisés, sans nécessiter la comptabilisation d'une dépréciation.

3.5.2 Frais de développement

Ils sont amortis sur les mêmes durées que les moules, en linéaire sur 3 ans.

3.5.3 Autres immobilisations incorporelles

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel :

- Concessions, brevets, licences : sur la durée de validité du dépôt
- Logiciels : entre 1 et 3 ans

Ils font l'objet de test de perte de valeur lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

3.6. Actifs corporels immobilisés

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles ou à leur coût de production pour la partie produite par le groupe.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément.

3.7. Amortissement et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme charge de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de «perte de valeur» lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- aménagements sur terrains	10 à 20 ans
- constructions d'exploitation	20 ans
- installations et agencements des constructions	10 à 20 ans
- matériel et outillage	3 à 10 ans
- installations et agencements du matériel	3 à 10 ans
- matériel de transport	3 à 5 ans
- matériel et mobilier de bureau & informatique	2 à 10 ans

3.8. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité, correspondant le plus souvent à la durée du contrat.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.9. Actifs et passifs financiers (hors dérivés)

Les actifs et passifs financiers sont constitués des créances clients, autres créances, dettes fournisseurs, emprunts et dettes financières.

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, celui-ci est évalué à sa juste valeur; majoré le cas échéant des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

Les actifs et passifs financiers classés dans les catégories « détenues à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sur investissements

financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat. Les variations de juste valeur sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en autres éléments du résultat global sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière. Une dépréciation doit être comptabilisée lorsqu'il y a une baisse de valeur significative ou durable.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

3.10. Stocks et encours

Les stocks de matières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués au coût.

Le coût de production des produits finis et travaux en cours comprend, outre le coût direct, les charges indirectes strictement imputables à la production, excluant les coûts de recherche et de service après vente.

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation.

3.11. Capital et réserves

Lorsque le groupe rachète ou vend ses propres actions, le montant payé ou encaissé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de capitaux propres. Les actions propres sont déduites du total des Capitaux Propres et classées sous la rubrique «Actions Propres».

3.12. Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite

Le groupe provisionne les indemnités de départ à la retraite, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies. L'évaluation de la provision est réalisée par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation de 5%.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 19, le groupe Bénéteau comptabilise les écarts actuariels en autres éléments du résultat global. A ce titre, au cours de l'exercice, le groupe a modifié les hypothèses d'âge de départ à la retraite pour les cadres nés après 1952 : l'âge de départ à la retraite a été porté à 65 ans, contre 62 ans précédemment.

Médailles du travail

Les médailles du travail sont liées à des accords d'entreprise s'appliquant aux différentes sociétés françaises du groupe. Il

s'agit de gratifications supplémentaires versées, en une fois, aux salariés qui justifient, à date, d'une certaine ancienneté. Le groupe provisionne leur montant selon la probabilité de présence dans le groupe des salariés à la date du versement.

3.13. Paiements en actions

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat en contrepartie des réserves sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur des options et des actions gratuites a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

3.14. Provisions

Les provisions sont comptabilisées si les conditions suivantes sont remplies : lorsque le groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ; s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et s'il est possible d'estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Lorsque le groupe attend un remboursement, par exemple du fait d'un contrat d'assurance, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct, s'il est quasi-certain.

3.15. Gestion des risques financiers

Risque de crédit client

Ce risque concerne les créances commerciales. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Bateaux

Les clients France et hors France règlent les sociétés du groupe comptant avant livraison du bateau ou après obtention d'une garantie bancaire. Il n'y a donc pas de risque d'impayé.

Habitat

Les clients de l'activité «Habitat» essentiellement français bénéficient de délais de règlement. Le service crédit management réalise systématiquement une analyse financière préalablement à l'ouverture d'un compte client, permettant de fixer le niveau d'encours accepté.

Cette démarche peut s'accompagner d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la SFAC. La couverture de la SFAC représente près de 50 % de l'en cours autorisé.

Autre risque de crédit

Ce risque concerne essentiellement les actifs financiers. Il s'agit d'un risque de perte financière pour le groupe dans le cas où une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Ce risque concerne principalement les placements que le groupe

effectue en dépôt à terme ou certificats de dépôt auprès de quatre établissements bancaires de première qualité.

Risque de liquidité

Le groupe dispose d'une trésorerie nette positive qui évolue avec le cycle d'exploitation.

Le groupe peut être amené à recourir à des moyens de financement pendant quelques semaines au cours des mois de janvier et février. Il s'agit de lignes de crédit de court terme auprès des banques de première qualité. Il n'existe pas de covenants sur ces moyens de financement.

Risque de marché

Ce risque correspond au risque que des variations du prix de marché affectent le résultat du groupe.

Pour ses emprunts à moyen terme à taux variable, le groupe se couvre par des swaps de taux d'intérêts.

Afin de gérer son exposition aux risques de change découlant de son exploitation, le groupe n'utilise que des contrats de change à terme qui portent sur le dollar et le zloty.

Les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture sont les suivants :

- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier
- efficacité attendue de la couverture, pouvant être mesurée de façon fiable et démontrée tout au long de la relation de couverture déterminée initialement

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur. Cette dernière est mise à jour à chaque clôture. Les écarts sont constatés en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

3.16. Impôts

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable pour les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à constatation d'impôt différé : la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable, et les différences temporelles liées à des participations dans des filiales ou à des coentreprises dans la mesure où il est probable qu'elles

ne s'inversent pas dans un avenir prévisible. De plus l'impôt différé n'est pas comptabilisé en cas de différence temporelle imposable généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

3.17. Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable. Ce montant est net des remises, rabais accordées aux clients et de certains coûts liés aux prestations commerciales.

La S.A. Construction Navale Bordeaux facture ses travaux à l'avancement pour les modèles dont la durée de réalisation est supérieure à un an.

3.18. Résultat par action

Résultat de base par action

Ce résultat est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation.

Résultat dilué par action

Ce résultat est déterminé en ajustant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives, qui comprennent les options sur actions attribuées aux membres du personnel.

3.19. Information sectorielle

Le groupe dispose de deux secteurs à présenter comme décrits ci après, qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques du groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont organisés et gérés séparément suivant la nature des produits et services rendus.

- le secteur «Bateaux» regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de bateaux auprès d'une clientèle de concessionnaires ;

- le secteur «Habitat» regroupe les activités de fabrication et de commercialisation de résidences mobiles de loisirs auprès d'une clientèle de camping et de grossistes.

Les autres activités sont considérées comme des éléments de réconciliation.

Les actifs et passifs sectoriels sont utilisés ou résultent des activités opérationnelles de ce secteur.

Les produits des activités ordinaires sont ventilés par zone

géographique en fonction de la localisation du client. Le groupe possède des actifs notamment en France, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, en Espagne et en Angleterre.

Note 4 – Participations et périmètre de consolidation

Les entités consolidées au 31 août 2009 sont les suivantes :

BENETEAU SA	Siège	Société mère		Méthode	Intégration Fiscale
		N° siren	% d'intérêts		X
Bénéteau Inc. Holding	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau USA Inc	Marion – USA		100,00	IG	
Bénéteau U.K	Southampton – Royaume-Uni		100,00	IG	
Bénéteau Espana	Barcelone – Espagne		99,97	IG	
Bénéteau Italia	Parme – Italie		95,00	IG	
SPBI	Dompierre s/yon – France	491 372 702	100,00	IG	X
Ostroda Yacht	Ostroda – Pologne		100,00	IG	
Jeanneau America Inc	Annapolis – USA		100,00	IG	
Jeanneau Espana Newco	Madrid – Espagne		99,00	IG	
Jeanneau Italia	Rome – Italie		99,00	IG	
Construction Navale Bordeaux	Bordeaux – France	342 012 390	100,00	IG	X
European Yacht Brokerage	Nantes – France	422 067 223	100,00	IG	X
GBl Holding	Milano - Italie		100,00	IG	
Monte Carlo Yacht	Milano - Italie		100,00	IG	
O'Hara	Givrand – France	423 869 429	100,00	IG	X
O'Hara Vacances	Givrand – France	449 625 920	100,00	IG	X
BIO HABITAT	La Chaize le Vicomte - France	511 239 915	100,00	IG	
BH	La Chaize le Vicomte - France	501 361 737	100,00	IG	X
Financière Mercure	Luçon – France	444 592 240	100,00	IG	X
IRM	Luçon – France	388 483 133	100,00	IG	X
JJ Trans	Luçon – France	353 337 090	100,00	IG	X
Bordeaux Loisirs	Luçon – France	419 354 600	100,00	IG	X
SGB Finance	Marcq en Baroeul - France	422 518 746	49,00	ME	
Habitat d'avenir	Paris – France	513 180 877	50,00	ME	
SCI Nautilus	Neuville en Ferrain - France	348 740 309	100,00	IG	

IG : Intégration globale ME : Mise en équivalence

Avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2008, BJ Technologie a absorbé Chantiers Bénéteau et Chantiers Jeanneau par voie de fusion. L'entité ainsi constituée a changé de dénomination sociale pour devenir SPBI. Elle se compose de trois établissements :

Chantiers Bénéteau, Chantiers Jeanneau et BJ Technologie. Cette opération n'a pas modifié les organisations internes de fonctionnement et n'a eu aucun impact sur la stratégie des marques Bénéteau et Jeanneau.

Note 5 – Actif immobilisé**• Variation de l'actif immobilisé en valeur brute**

En milliers d'euros

	Début d'exercice au 01/09/2008	Acquisitions	Cession, Mise hors service	Var. de change	Var. par transfert de poste à poste	Fin d'exercice au 31/08/2009
Ecart d'acquisition	63 335					63 335
Frais d'établissement	6	0	0	0	0	6
Frais de développement	574	0	0	0	0	574
Concess.Brevets, Licences	1 984	391	0	0	(9)	2 367
Logiciels	4 139	285	(42)	(37)	494	4 840
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles	6 704	677	(42)	(37)	485	7 787
Terrains (1)	35 680	4 925	(258)	(72)	265	40 540
Constructions et aménagements (2)	166 619	12 803	(290)	(518)	3 082	181 696
Matériel et installations techniques (3)	207 184	33 733	(6 214)	(818)	10 032	243 917
Autres immobilisations corporelles	25 827	2 360	(1 108)	(115)	135	27 100
Immobilisations corporelles en cours	14 412	15 370	(14)	(62)	(13 828)	15 879
Avances et acomptes sur immobilisations	2 936	618	(1 036)	(217)	(171)	2 130
Total Immobilisations corporelles	452 658	69 808	(8 919)	(1 801)	(485)	511 261
Participation dans les entreprises associées	11 287	2 009				13 296
Participations	2	0	0	0	0	2
Autres titres immobilisés	23	0	(0)	0	0	23
Prêts	147	5	(95)	0	(0)	57
Autres immobilisations financières	97	87	(27)	0	0	157
Total actifs financiers non courants	269	91	(122)	0	0	238
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	534 253	72 586	(9 084)	(1 838)	(0)	595 917
(1) Dont Terrain en crédit bail	173					173
(2) Dont Construction en crédit bail	2 193					2 193
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	219					219

Le goodwill au bilan correspond exclusivement à celui généré lors de l'acquisition de IRM. Les modalités de comptabilisation du goodwill et de mise en œuvre des tests de dépréciation figurent en note 3.5.1.

•Variation des amortissements et provisions

En milliers d'euros

	Début d'exercice au 01/09/2008	Dotations de l'exercice	Diminution, par cession ou reprise	Var. de change	Var. par transfert de poste à poste	Fin d'exercice au 31/08/2009
Ecart d'acquisition	0					0
Frais d'établissement	2	1	0	0	0	4
Frais de développement	574	0	0	0	0	574
Concess.Brevets, Licences	726	318	0	0	0	1 045
Logiciels	3 867	521	(42)	(36)	0	4 310
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles	5 170	840	(42)	(36)	0	5 933
Terrains (1)	6 232	1 475	(101)	0	0	7 605
Constructions et aménagements (2)	57 973	9 155	(194)	(25)	0	66 908
Matériel et installations techniques (3)	142 714	30 329	(5 318)	(546)	0	167 179
Autres immobilisations corporelles	16 121	2 855	(1 053)	(84)	0	17 840
Total Immobilisations corporelles	223 040	43 813	(6 666)	(655)	0	259 532
Participation dans les entreprises associées	0					0
Autres titres immobilisés	0					0
Total actifs financiers non courants	0					0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	228 210	44 654	(6 708)	(690)	0	265 466
(1) Dont Terrain en crédit bail	0					
(2) Dont Construction en crédit bail	1 458	109	0	0	0	1 567
(3) Dont Installations techniques en crédit bail	165	11	0	0	0	176

5.1- Participation

Ce poste concerne des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif :

En milliers d'euros	Date de clôture	Juste valeur des titres	Chiffre d'affaires	Capitaux propres hors résultat	Résultat de l'exercice
SCI du Bignon	31/08/2009	2	55	104	14
Total participations		2			

5.2 Participation dans les entreprises associées

Il s'agit de la participation à hauteur de 49% dans SGB Finance, les 51% étant détenu par CGL (groupe Société Générale), et de la participation à hauteur de 50% dans Habitat d'avenir.

Informations concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence :

SGB			Habitat d'avenir	
en milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008	en milliers d'euros	31/08/2009
Total actifs	422 578	403 338	Total actifs	1 168
Capitaux propres	26 773	23 034	Capitaux propres	54
Comptes et emprunts (1)	349 764	335 091	Actif immobilisé	725
Produit net bancaire	11 026	10 321	Chiffre d'affaires	0
Résultat net	3 739	3 705	Résultat net	(246)

(1) auprès de la Société Générale

Note 6 – Stocks et encours

Les provisions pour dépréciation sont calculées par différence entre la valeur brute déterminée selon les principes ci-dessus et la valeur nette probable de réalisation. La provision pour dépréciation des stocks de pièces de production et de rechange a été déterminée selon une méthode statistique, essentiellement fondée sur le risque de non utilisation de ces pièces.

A la clôture de l'exercice, les stocks et encours se présentent ainsi :

En milliers d'euros	Brut 31/08/2009	Amort.&Prov.	Net 31/08/2009	Net 31/08/2008
Matières premières et autres approvisionnements	38 680	(2 306)	36 374	43 330
En-cours de production	25 481	0	25 481	39 601
Produits intermédiaires et finis	63 498	(797)	62 701	68 002
Marchandises	2 612	(465)	2 147	4 123
Total	130 271	(3 568)	126 703	155 056

Note 7 – Clients et comptes rattachés

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à leur valeur comptable brute. La gestion du risque financier relatif aux créances clients et comptes rattachés est présentée en note 26.

En milliers d'euros	Brut 31/08/2009	Provisions	Net 31/08/2009	Net 31/08/2008
Clients et comptes rattachés	58 478	(3 419)	55 059	103 013
Total	58 478	(3 419)	55 059	103 013

Note 8 – Autres créances

En milliers d'euros		31/08/2009	31/08/2008
Avances et acomptes sur commandes		4 182	5 076
Créance sur instruments financiers	note 15	571	22
Créances fiscales et sociales diverses		16 069	19 978
Créance d'impôt		15 401	
Autres créances		4 551	29 994
Charges constatées d'avance		2 515	3 556
AUTRES CREANCES		43 289	58 626

Les autres créances sont principalement constituées de créances fiscales et sociales.

Note 9 - Trésorerie et équivalent de trésorerie

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	87 825	155 267
Disponibilités à l'actif	10 763	20 999
TRESORERIE et EQUIVALENT TRESORERIE	98 588	176 266

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont des placements à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie nette se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Valeurs mobilières de placement et intérêts courus	87 825	155 267
Disponibilités à l'actif	10 763	20 999
Concours bancaires et intérêts courus <i>Note 13</i>	(1 622)	(5 794)
Dettes financières auprès des établis. de crédit <i>Note 13</i>	(39 426)	(243)
Autres dettes financières diverses <i>Note 13</i>	(7 602)	(10 417)
TRESORERIE NETTE	49 938	159 812

La variation de l'endettement financier net a été la suivante :

en milliers d'euros	31/08/2008	Variation	variation de change	31/08/2009
Trésorerie brute	176 266	(77 099)	(579)	98 588
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(5 794)	3 983	189	(1 622)
Trésorerie nette	170 472	(73 116)	(390)	96 966
Endettement financier brut	(10 660)	(36 332)	(36)	(47 028)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	159 812	(109 448)	(426)	49 938

Note 10 - Capitaux propres**10.1. Capital social**

Le capital social, entièrement libéré, se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €.

Le nombre d'actions propres en circulation a évolué de la manière suivante :

	Nombre	Valorisation en milliers d'euros
Actions au 31/08/2008	5 570 090	57 513
Acquisitions	927 428	8 268
Cessions	(102 428)	(1 538)
Actions au 31/08/2009	6 395 090	64 243

10.2. Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Il a été levé 6 000 options d'achat d'actions au cours de l'exercice.

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'options	Options d'achat
Options en début d'exercice	472 312
Options émises durant l'exercice	0
Options exercées durant l'exercice	(6 000)
Options arrivées à l'échéance durant l'exercice	0
Options à la fin de l'exercice	466 312

Concernant les 6 000 options exercées au cours de l'exercice, le prix d'exercice moyen était de 6,25€ et le cours moyen de l'action à la date d'exercice était de 9,01€.

Les options d'achats d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur constatée dans le compte de résultat, sur la ligne frais de personnel (note 18) sur la période d'acquisition des droits d'exercice pour les salariés. La juste valeur est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par un actuair.

Les options d'achat émises et attribuées, et pouvant être levées au 31 août 2009 ont les caractéristiques suivantes :

	Prix d'exercice en euros	Nombre d'options	Durée de vie résiduelle (en nombre d'années)
oct-01	5,96	147 172	2,16
févr-03	6,46	246 640	3,50
août-06	12,56	72 500	7,00
Total des options d'achat d'actions		466 312	

Aucune condition de performance n'est attachée à l'exercice de ces options. La période d'exercice est de 6 ans à l'expiration du délai d'indisponibilité de 4 ans.

10.3. Plans d'attribution d'actions gratuites

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

en nombre d'actions	Actions gratuites
Actions en début d'exercice	148 440
Actions émises durant l'exercice	0
Actions autorisées durant l'exercice	56 000
Actions dont les conditions d'attribution ne seront pas atteintes (*)	(1 10 000)
Actions à la fin de l'exercice	94 440

(*) actions reclassées en actions propres non affectées

Parmi les actions gratuites restantes au 31 août 2009, 42 250 sont soumises à des conditions de performance.

10.4. Stratégie de gestion du capital

Composition du capital au 31/08/2009 :

- La SA Béri 21 détient 56,37% du capital et plus de 70% des droits de vote
- 7,34% du capital est détenu en autocontrôle, sans droit de vote
- Le reste du capital est détenu par le public. Conformément aux statuts, tout actionnaire détenant plus de 2.5% du capital doit informer la société. Au 31 août 2009, aucun actionnaire autre que Béri 21 ne détient plus de 2.5% du capital.

Il n'existe pas d'actions préférentielles.

Politique de distribution des dividendes :

La politique de distribution des dividendes du groupe consiste à rémunérer l'actionnaire sur la base des résultats de l'exercice passé, tout en préservant les capacités d'investissements du groupe par ses fonds propres.

Politique d'attribution d'options :

La politique du groupe consiste en l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites dans la limite du nombre maximal d'actions provenant du plan de rachat d'actions de la société. Ces attributions s'effectuent auprès des dirigeants et mandataires sociaux mais également auprès d'une plus large population des effectifs du groupe.

Politique de gestion des actions propres :

Tous les 18 mois, un nouveau programme de rachat d'actions propres est défini et est soumis à l'approbation de l'AG. Le programme en cours actuellement a été approuvé par l'AG du 30 janvier 2009.

Note 11 - Provisions

En milliers d'euros	31/08/2008	Dot.	Reprise prov. utilisées	Reprise prov.non utilisées	Autre (*)	31/08/2009
Provisions non courantes	7 709	6 539	(1 408)	(836)	(624)	11 380
Provisions pour garanties	14 338	3 286	(5 660)	0	(54)	11 910
Provisions pour risque de change	82	88	(81)	0	0	88
Total provisions	22 129	9 912	(7 149)	(836)	(678)	23 378

(*) dont variation de change pour (-)54 milliers d'euros.

Les provisions pour garanties sont calculées tenant compte des parcs concernés, des coûts de service après vente et des taux de retour estimés.

Les provisions non courantes sont essentiellement constituées des provisions pour litiges et procès en cours. Ces provisions intègrent les coûts estimés non décaissés liés au plan d'adaptation de l'activité Bateaux pour 3 690 milliers d'euros.

Note 12 – Avantages au personnel

Il existe trois régimes de retraite différents au sein du groupe selon le pays d'appartenance des filiales : Pologne, Etats-Unis et France. Ce sont tous des régimes à contribution définie.

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Indemnités de départ à la retraite	5 756	6 729
Médailles du travail	836	922
Total	6 592	7 651

Indemnités de départ à la retraite

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Actifs financiers de couverture		
Valeur en début d'exercice	0	0
Rendement		
Versements complémentaires		
Prestations payées		
Valeur fin d'exercice	0	0
Provisions renseignées au bilan		
Valeur actuarielle des engagements à couvrir par des actifs financiers (dette actuarielle)	5 756	6 729
Valeur des actifs financiers		
Valeur actuarielle des engagements non couverts		
Gains et pertes actuariels non reconnus		
Provisions au bilan	5 756	6 729
Composantes de la charge annuelle		
Coût des services rendus	254	1 034
Charges d'intérêts sur la dette actuarielle	210	434
Rendement attendu des actifs		
Gains et pertes actuariels reconnus par le résultat		
Charge de l'exercice	464	1 468
Variation des provisions au bilan		
Début d'exercice	6 729	5 815
Variation de périmètre	0	(517)
Décaissements	(478)	(35)
Charge de l'exercice	464	1 468
Gains et pertes actuariels reconnus par les réserves (*)	(959)	0
Provision à la clôture	5 756	6 729
Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	5%	5%
Taux d'augmentation moyen des salaires (avec inflation)	2%	2%
Age départ en retraite		
	Cadre né avant 1952	60 ans
	Cadre né après 1952	62 ans
	Non cadre né avant 1952	60 ans
	Non cadre né après 1952	62 ans

(*) Il s'agit d'un montant brut, net d'impôt différé il s'élève à 629 K€ (cf «Etat du résultat global»)

Une variation de 1 point du taux actuariel aurait une incidence de (-) 1 315 milliers d'euros sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Médailles du travail

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Début d'exercice	921	1 005
Variation de périmètre	(-)	(40)
Décaissements	(90)	(62)
Charge de l'exercice	3	18
Provision à la clôture	836	921

Le calcul de la provision pour médailles du travail est effectué par un actuairé selon les mêmes critères que la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Le taux actuariel retenu s'élève à 5%

Note 13 – Dettes financières

La présente note fournit des informations sur les dettes financières du groupe. L'exposition du groupe au risque de taux d'intérêt, risque de change et de liquidité sont présentées en note 26.

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Concours bancaires créditeurs	1 622	5 794
Emprunt en crédit-bail	85	104
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	7 867	0
Emprunts et dettes financières diverses	7 485	10 316
Dettes financières à court terme	15 437	10 420
Emprunt en crédit-bail	58	139
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	31 416	0
Emprunts et dettes financières diverses	116	101
Dettes financières à long terme	31 590	240
Dettes Financières	48 649	16 454

Les termes et conditions des emprunts auprès des établissements de crédit en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	devise	taux d'intérêt nominal	Année d'échéance	31/08/2009		
				Valeur nominale	Valeur comptable à court terme	Valeur comptable à long terme
Prêt bancaire	PLN	Euribor 3M +0,80%	2013	5 120	731	4 389
Prêt bancaire	USD	1,80%	2012	701	234	467
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor 3M +0,70%	2014	13 200	2 785	10 560
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor 3M +0,83%	2014	10 000	2 062	8 000
Prêt bancaire garanti	EUR	Euribor 3M +1,00%	2014	10 000	2 055	8 000
Total				39 021	7 867	31 416

Note 14 – Autres dettes et créditeurs

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Dettes fournisseurs d'exploitation	45 386	105 757
Avances et acomptes reçus sur commandes	15 282	29 004
Dettes fiscales et sociales	52 218	85 321
Autres dettes d'exploitation	13 880	30 789
Dettes sur instruments financiers	803	216
Dettes sur immobilisations	6 356	6 298
Produits constatés d'avance	2 271	2 550
Autres dettes	90 810	154 178
Dettes d'impôt exigible	0	7 699

Note 15 - Instruments financiers

Pour les instruments dérivés qui ne répondent pas à la définition de la comptabilité de couverture, les pertes et gains représentatifs de la variation de valeur de marché à la date de clôture sont enregistrés en résultat, dans la ligne «autres charges financières».

Au 31 août 2009, le portefeuille d'instruments financiers est le suivant :

Nature	Volume	Date d'échéance	Juste Valeur (en k€)	Couverture au sens IFRS	Impact brut sur le résultat (en k€)	Impact brut sur les réserves (en k€)
VAT\$	39 550 k\$	entre déc 2009 et août 2010	571	Oui	32	539
AAT PLN	123 120 kpln	entre sept 2009 et août 2011	(803)	Oui	(269)	(534)

Note 16 – Engagements

en K€

	31/08/2009		
	réciproques	donnés	reçus
Cautions	-	951	-
Garanties	19 643 (1)	38 971 (2)	384
Garanties entreprises liées	11 223 (1)		
Total Groupe	30 866	39 922	384

- (1) Pour 17 099 K€ : engagements liés aux contrats de financement des produits,
Pour 2 544 K€ : engagements liés aux locations mobilières
- (2) Pour 3 605 K€ : engagements de restitution d'acomptes aux clients
Pour 11 221 K€ : engagements de réservation de locations de modules auprès des campings par O'Hara Vacances
Pour 24 145 K€ : garanties bancaires

Note 17 - Information sectorielle**17.1- Secteurs opérationnels**

Exercice 2008/2009	Bateaux	Habitat	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	494 297	164 898		659 195
Amortissements des actifs sectoriels	41 509	3 072		44 581
Résultat opérationnel courant	(5 255)	14 005		8 750
Autres produits et charges opérationnels	(25 145)			(25 145)
Actifs sectoriels	473 710	181 608		655 318
Investissements corporels et incorporels	57 813	14 773		72 586

Exercice 2007/2008	Bateaux	Habitat	Autres	Total
Produits des activités ordinaires	860 228	203 610	30 328	1 094 166
Amortissements des actifs sectoriels	39 432	2 586	632	42 650
Résultat opérationnel courant	128 339	21 745	1 571	151 655
Actifs sectoriels	609 491	193 628	0	803 119
Investissements corporels et incorporels	66 249	6 309	3 518	76 076

I7.2- Information géographique

Exercice 2008/2009

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	159 487	419 432	45 897
	Europe	238 680	30 660	11 180
	Amérique du Nord	57 965	23 618	736
	Reste du Monde	38 165	0	
	Bateaux	494 297	473 710	57 813
Habitat	France	155 073	181 608	14 773
	Europe	9 480	0	
	Reste du Monde	345		
	Habitat	164 898	181 608	14 773
Autres éléments de réconciliation		0	0	0
TOTAL		659 195	655 318	72 586

Exercice 2007/2008

Activité	Zone	Produits des activités ordinaires	Actifs sectoriels	Investissements Corporels et incorporels
Bateaux	France	207 790	558 040	62 651
	Europe	467 475	23 500	2 459
	Amérique du Nord	77 660	27 953	1 139
	Reste du Monde	107 303	0	
	Bateaux	860 228	609 493	66 249
Habitat	France	195 332	193 628	6 309
	Europe	7 430	0	
	Habitat	203 610	193 628	6 309
Autres éléments de réconciliation		30 328	0	3 518
TOTAL		1 094 166	803 121	76 076

Note 18 - Personnel

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Salaires et traitements	113 160	134 450
Charges sociales	46 239	50 957
Personnel extérieur	14 049	39 703
Avantages au personnel donnant lieu à provision	(406)	1 384
Rémunérations en actions (IFRS 2)	135	850
Participation et intéressement	2 419	22 660
Frais de personnel	175 596	250 004

Ventilation de l'effectif

moyen par catégorie	2008/2009	2007/2008	2007/2008(*)
Cadres	352	343	383
Agents de maîtrise	278	274	292
Employés	700	694	745
Ouvriers	4 815	5 966	6 198
Effectif total	6 145	7 277	7 618

(*)hors sortie de périmètre

Note 19 – Charges externes

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Consommables, sous-traitance, maintenance	20 575	34 890
Marketing, publicité	13 515	17 139
Honoraires, commissions, études et recherches, assurance	13 357	16 635
Location	4 711	4 933
Autres	15 492	17 280
Charges externes	67 649	90 877

Les engagements du groupe de paiement minimum futur au titre de la location s'élèvent à 2 867 milliers d'euros, dont 1 203 milliers d'euros à moins d'1 an et 1 664 milliers d'euros avec une échéance comprise entre 1 et 5 ans.

Note 20 - Autres produits et charges opérationnels courants

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Provisions s/actif circulant devenues sans objet	836	1 061
Plus values nettes sur cession des actifs immobilisés	22	0
Divers produits	511	220
Autres produits opérationnels courants	1 369	1 281

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Brevet, droits d'auteur, jetons de présence	(388)	(715)
Moins values nettes sur cession des actifs immobilisés	0	(404)
Charges nettes sur les créances devenues irrécouvrables	(1 579)	(1 291)
Indemnités commerciales	(716)	(1 575)
Divers	(543)	(304)
Autres charges opérationnelles courantes	(3 226)	(4 289)

Note 21 - Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Résultat de cession Microcar		16 854
Autres produits opérationnels	0	16 854

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Résultat de cession Wauquiez		(7 124)
Don à Fondation Bénéteau		(3 000)
Charges de restructuration	(25 145)	
Autres produits et charges opérationnels	(25 145)	(10 124)

Note 22 – Résultat financier

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 854	5 163
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	1 854	5 163
Intérêts et charges assimilées	(1 988)	(1 535)
Variation de juste valeur sur investissements détenus à des fins de transaction	0	(38)
Coût de l'endettement financier brut	(1 988)	(1 573)
Coût de l'endettement financier net	(134)	3 590
Différence négative de change (nette)	(3 094)	(2 430)
Variation de juste valeur des instruments financiers (IAS32-39) (*)	(291)	(47)
Autres charges financières	(3 385)	(2 477)
Autres intérêts et produits assimilés	443	1 415
Autres produits financiers	443	1 415
Résultat financier	(3 076)	2 528

(*) Il s'agit de dérivés non qualifiés de couverture et de la part inefficace des variations de valeurs d'instruments qualifiés de couverture.

Note 23 – Impôt sur les résultats et impôts différés**23.1- Charge d'impôt**

La ventilation de la charge d'impôt est la suivante :

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Impôts exigibles	(14 091)	50 537
Impôts différés	6 642	(1 354)
Charge d'impôt avant retenue à la source	(7 449)	49 183
Retenue à la source	106	170
Charge d'impôt sur les résultats	(7 343)	49 353

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Impôt théorique sur le résultat consolidé calculé au taux de 34,43% (hors société mise en équivalence)	(6 704)	55 394
Incidence des crédits d'impôts	(1 247)	(1 169)
Incidence des pertes fiscales	206	74
Impact des autres différences permanentes	30	(4 893)
Incidence des variations de taux d'imposition	266	(223)
Impôt au compte de résultat (hors retenue à la source)	(7 449)	49 183

23.2- Impôts différés

Le détail des actifs et passif d'impôts différés à la fin de l'exercice est le suivant :

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Immobilisations incorporelles	13	17
Stocks	910	1 038
Avantages du personnel	1 831	2 302
Instruments financiers	326	240
Différences fiscales temporelles	1 802	7 291
Compensation	(3 655)	(6 771)
Total des impôts différés actif	1 227	4 117
Immobilisations corporelles	430	426
Amortissements dérogatoires	5 032	4 063
Activation du crédit bail	185	193
Instruments financiers	0	0
Activation des frais de développement des moules	1 483	1 835
Autres	1 056	680
Compensation	(3 655)	(6 771)
Total des impôts différés passif	4 531	426
Actif net d'impôts différés	(3 305)	3 691

La variation des actifs nets d'impôts différés se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Au 1^{er} septembre	3 691	1 759
Variation de périmètre	0	411
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	(15)	217
Ecart de conversion	(9)	(42)
Produit (charge) d'impôts différés	(6 642)	1 354
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	(330)	
Autres impôts enregistrés en capitaux propres	0	(8)
Au 31 août	(3 305)	3 691

Note 24 - Résultat par action

	2008/2009	2007/2008
Résultat net part du Groupe (en milliers d'euros)	(10 419)	113 350
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	80 685 707	83 266 150
Résultat de base par action (en euros)	(0,13)	1,36
Nombre moyen pondéré d'actions après effet dilutif	81 357 873	83 975 057
Résultat dilué par action (en euros)	(0,13)	1,35

Note 25 – Informations concernant les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les opérations avec les sociétés ou les administrateurs des sociétés qui exercent des fonctions de direction et de contrôle de l'activité au sein du groupe Bénéteau, incluant notamment les opérations effectuées avec la société Béri 21, actionnaire majoritaire du groupe.
Cette société réalise des études pour la conception des bâtiments industriels du groupe et à ce titre facture les sociétés du groupe. Elle facture également des prestations d'assistance juridique, d'assistance et de conseil en matière d'organisation et d'investissement, et de conseil en marketing stratégique. Par ailleurs, le groupe loue une partie de ses bureaux à Béri 21.
- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe Bénéteau.
- les opérations avec les co-entreprises SGB Finance et Habitat d'avenir.

25.1 - Transactions avec les parties liées

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Ventes de biens et services	34	21
Achats de biens et services	838	1 979
Créances	2	4
Dettes	289	1 333

25.2 - Avantages octroyés aux dirigeants

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de direction du groupe comptabilisés en charge s'établissent comme suit :

en milliers d'euros	2008/2009	2007/2008
Avantages à court terme	1 403	1 531
Autres avantages à long terme	40	25
Jetons de présence	104	288
Paiement en actions (1)	(123)	292
Total	1 424	2 136

(1) montant déterminé conformément à la norme IFRS2 « paiement en actions » et selon les modalités décrites en note 3.12 et 18

25.3 – Transactions avec les co-entreprises

Les transactions avec les co-entreprises SGB Finance (détenue à 49%) et Habitat d'avenir (détenue à 50%) ont été les suivantes :

en milliers d'euros	2008/2009
Ventes de biens et services	2 106
Achats de biens et services	0
Frais financiers	219
Créances	1 017
Dettes	0

Note 26 – Gestion du risque financier**26.1. Classement des instruments financiers par catégorie de comptabilisation**

Au 31/08/2009

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2009	Juste valeur au 31/08/2009	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation	23	23				23	
Prêts et cautions	215	215			215		
Créances clients	55 059	55 059			55 059		
Autres créances	43 289	43 289	32		42 718	539	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98 588	98 588	98 588				
Dettes financières	(48 649)	(48 649)					(48 649)
Sous total	148 525	148 525	98 620	0	97 992	562	(48 649)

Au 31/08/2008

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2008	Juste valeur au 31/08/2008	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Passifs au coût amorti
Autres titres de participation	23	23				23	
Prêts et cautions	246	246			246		
Créances clients	103 013	103 013			103 013		
Autres créances	58 626	58 626	(23)		58 055	45	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176 266	176 266	176 266				
Dettes financières	(16 454)	(16 454)					(16 454)
Sous total	321 720	321 720	176 243	0	161 314	68	(16 454)

26.2. Classement des instruments financiers par catégorie de risque

Au 31/08/2009

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2009	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	215	215			
Créances clients	55 059	55 059			
Autres créances	43 289	42 718			571
Disponibilités	10 763	10 763			
SICAV et autres placements	87 825	87 825			
Crédit bail	(143)	(58)	(85)		
Autres emprunts	(46 884)	(31 532)	(15 352)		
Concours bancaires	(1 622)		(1 622)		
Total	148 502	164 990	(17 059)	0	571

Au 31/08/2008

En milliers d'euros	Valeur comptable au 31/08/2008	Risque de crédit (en juste valeur)	Risque de liquidité (en juste valeur)	Risque de taux (en juste valeur)	Risque de de change (en juste valeur)
Prêts et cautions	246	246			
Créances clients	103 013	103 013			
Autres créances	58 626	58 604			22
Disponibilités	20 999	20 999			
SICAV et autres placements	155 267	155 267			
Crédit bail	(243)		(243)		
Autres emprunts	(10 417)		(10 417)		
Concours bancaires	(5 794)		(5 794)		
Total	321 697	338 129	(16 454)	0	22

26.3- Risque de crédit

Classement des créances commerciales en échues et non échues

Au 31/08/2009	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	36 009	12 374	0	36 009
Echues	22 469	6 118	(3 419)	19 050
Créances commerciales	58 478	18 492	(3 419)	55 059

Au 31 août 2009, les 19 050 milliers d'euros de créances nettes échues concernent principalement :

- au sein de l'activité Bateaux (10 182 milliers d'euros), les bateaux mis à disposition des clients et non encore livrés, selon la règle adoptée par le groupe de reconnaissance du chiffre d'affaires à la mise à disposition;
- au sein de l'activité Habitat (8 868 milliers d'euros), les retards de règlement des clients par rapport au délai théorique de paiement, dont le risque de crédit est appréhendé par le groupe.

Au 31/08/2008	Brut	dont export	Dépréciation	Nette
Non échues	76 668	41 736	0	76 668
Echues	28 657	6 012	(2 312)	26 345
Créances commerciales	105 325	47 748	(2 312)	103 013

Variation des dépréciations sur créances commerciales

Dépréciations	31/08/2008	31/08/2009
Solde au 1 ^{er} septembre	2 224	2 312
Perte de valeur comptabilisée	702	1 107
variation de périmètre	(614)	
Solde au 31 août	2 312	3 419

en milliers d'euros	31/08/2008	31/08/2009
Créances commerciales en valeur brute	105 325	58 478
Provisions pour créances douteuses	(2 312)	(3 419)
Créances commerciales en valeur nette	103 013	55 059
Créances échues au 31 août	26 345	19 050
dont créances export	6 012	6 097
% créances échues sur créances mobilisables	25,6%	32,0%

26.4- Risque de change

L'exposition du groupe au risque de change est la suivante :

	USD	31/08/2009 GBP	PLN
Créances commerciales	16 586	0	341
Dettes fournisseurs	(1 140)	0	(3 489)
Exposition bilancielle brute	15 445	0	(3 148)
Ventes prévisionnelles estimées	34 400	0	0
Achats prévisionnels estimés	(6 000)	0	(163 979)
Exposition brute	28 400	0	(163 979)
Contrats de change à terme	(39 550)	(0)	123 120
Exposition nette	4 295	0	(44 008)

A compter du 1^{er} septembre 2009, les clients anglais sont facturés en euro et non plus en livre sterling.

	USD	31/08/2008 GBP	PLN
Créances commerciales	7 846	934	0
Dettes fournisseurs	(1 968)	0	0
Exposition bilancielle brute	5 878	934	0
Ventes prévisionnelles estimées	45 000	381	0
Achats prévisionnels estimés	0	0	0
Exposition brute	45 000	381	0
Contrats de change à terme	(25 105)	(1 315)	0
Exposition nette	25 773	0	0

Note 27 – Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires facturés par les commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes ont été les suivants :

en milliers d'euros et en pourcentage	ATLANTIQUE REVISION CONSEIL				KPMG Audit			
	31/08/2009		31/08/2008		31/08/2009		31/08/2008	
	€	%	€	%	€	%	€	%
Commissariat aux comptes, certification des comptes, examen des comptes sociaux et consolidés	188	100%	206	100%	111	79%	135	100%
- société mère	37	20%	38	18%	47	33%	49	36%
- filiales	151	80%	168	82%	64	46%	86	64%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	0	0%	0	0%	29	21%		0%
Sous-total	188	100%	206	100%	140	100%	135	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Sous-total	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total des honoraires	188		206		140		135	

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bénéteau S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 3 «principes et méthodes comptables» qui expose que le groupe a procédé à une application anticipée des normes IAS I révisée et IFRS 8,

- la note 3.1 «présentation des états financiers consolidés» qui expose l'incidence des options retenues sur les comptes au 31 août 2009 et des retraitements pratiqués sur les comptes comparatifs au 31 août 2008.

Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 août 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte perturbation des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations sur les éléments suivants :

- la note 3.5.1 explique les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous nous sommes assurés de leur caractère raisonnable.
- La nature des provisions inscrites au bilan est détaillée dans la note 11 et les principes et méthodes de comptabilisation de ces provisions sont expliqués en note 3.14. Dans le cadre de notre appréciation des estimations retenues pour l'arrêt des comptes et sur la base des informations disponibles lors de nos travaux, nous avons revu les approches utilisées par le groupe et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses et modalités retenues pour la détermination des provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Rennes et La Roche sur Yon, le 23 décembre 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Atlantique Révision Conseil

Vincent Broyé
Associé

Sébastien Caillaud
Associé

Éléments financiers

Bénéteau S.A.

Bilan au 31 Août 2009**ACTIF**

En K€

	Notes	Montants bruts 31/08/2009	Amortis- sements et provisions	Montants nets 31/08/2009	Montants nets 31/08/2008
Immobilisations incorporelles	1.2				
Frais de recherche et développement	1.3	574	574	-	-
Concessions, brevets, licences, marques	1.4	753	-	753	753
Fonds commercial (1)		23	23	-	-
Autres immobilisations incorporelles		1 410	1 302	108	54
Immobilisations incorporelles en cours					
Immobilisations corporelles	1.5				
Terrains		437	48	389	398
Constructions		6 605	2 231	4 374	4 722
Inst. techniques, matériels et outils indus		510	245	265	287
Autres immobilisations corporelles		1 455	919	536	524
Immobilisations en cours		286	-	286	311
Avances et acomptes		19	-	19	1 555
Immobilisations financières (2)	1.6				
Participations		93 502	-	93 502	99 721
Créances rattachées à des participations		24 290	-	24 290	2 169
Autres titres immobilisés		60 577	1 735	58 842	53 192
Prêts		21	-	21	3
Autres immobilisations financières					
Actif immobilisé	1.1	190 462	7 077	183 385	163 688
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvis.		-	-	-	-
En cours de production		-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis		-	-	-	-
Avances et acomptes sur commandes		1 007	-	1 007	1 000
Créances	1.7				
Créances clients et comptes rattachés		2 063	69	1 994	3 489
Autres créances d'exploitation		77 164	550	76 614	62 567
Valeurs mobilières de placement	1.8	89 863	-	89 863	156 346
Disponibilités		327	-	327	1 006
Charges constatées d'avance	1.9	311	-	311	288
Actif circulant		170 735	619	170 116	224 697
Ecart de conversion actif		6	-	6	-
TOTAL ACTIF		361 203	7 696	353 507	388 385

(1) dont droit au bail

-

(2) dont à moins d'un an

-

Bilan au 31 Août 2009 (suite)**PASSIF**

En K€

	Notes	31/08/2009	31/08/2008
Capital social dont capital versé	2.1	8 715	8 715
Primes d'émission, fusion, apports		27 850	27 850
Réserves			
Réserve légale		871	871
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		113 241	76 144
Report à nouveau		2 788	1 496
Résultat de l'exercice		141 006	73 074
Subventions d'investissement		-	-
Provisions réglementées		147	92
Capitaux propres	2.1	294 618	188 242
Provisions			
Provisions pour risques		2 866	1 860
Provisions pour charges		393	312
Provisions pour risques et charges	2.2	3 259	2 172
Dettes financières (1)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		23 293	563
Emprunts et dettes financières divers		30 317	185 560
Avances et acomptes reçus sur commandes		-	-
Dettes d'exploitation (1)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 223	1 668
Dettes fiscales et sociales		785	10 144
Autres		-	34
Dettes diverses (1)			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12	-
Produits constatés d'avance (1)		-	-
Passif circulant	2.3	55 630	197 969
Ecart de conversion passif		-	2
TOTAL PASSIF		353 507	388 385
(1) dont à moins d'un an		37 070	197 969
(2) dont concours bancaires courants		6	563

Compte de Résultat 31 Août 2009

En K€

	Notes	2008/2009	2007/2008
Produits d'exploitation		-	-
Production vendue : biens et services		8 104	11 178
Chiffre d'affaires net	3.1	8 104	11 178
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	3.2	1 981	1 975
Autres produits		-	3
Produits d'exploitation		10 085	13 156
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises		18	(1)
Autres achats externes		7 602	6 982
Impôts, taxes et assimilés		295	280
Charges de personnel	3.3		
Salaires et traitements		1 685	2 557
Charges sociales		723	1 136
Dotations aux amortissements et provisions			
Sur immobilisations : dotations aux amort.		759	936
Sur immobilisations : dotations aux prov.		-	-
Sur actif circulant : dotations aux provisions		620	-
Pour risques et charges : dotations aux prov.		1 000	101
Autres charges		256	575
Charges d'exploitation		12 958	12 564
Résultat d'exploitation		(2 873)	592
Produits financiers			
De participation		103 500	79 188
Autres intérêts et produits assimilés		5 029	8 806
Reprises sur provisions et transfert de charges		5 716	1 117
Gains de change nets		13	3
Produits financiers		114 259	89 114
Charges financières			
Dotation aux amortissements et provisions		1 822	5 160
Intérêts et charges assimilées		3 866	9 872
Pertes de change nettes		13	106
Charges financières		5 701	15 138
Résultat financier	3.4	108 558	73 976
Résultat courant avant impôt		105 685	74 568

Compte de Résultat 31 Août 2009 (suite)

En K€

	Notes	2008/2009	2007/2008
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		205	310
Sur opérations en capital		31 880	56
Reprises sur provisions et transferts de charges		7	403
Produits exceptionnels		32 092	769
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		602	292
Sur opérations en capital		13 356	105
Dotations aux amortissements et provisions		61	1 920
Charges exceptionnelles		14 020	2 317
Résultat exceptionnel	3.5	18 072	(1 548)
Participation et Intéressement des salariés		-	214
Impôts sur les bénéfices	3.6	(17 249)	(268)
RESULTAT NET		141 006	73 074

ANNEXE AUX COMPTES DE BENETEAU S.A.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2008 et clos le 31 août 2009.

Les éléments d'information qui ne présentent pas un caractère obligatoire ne sont mentionnés que lorsqu'ils ont une importance significative.

Faits caractéristiques de l'exercice

En début d'exercice, les opérations de cession des filiales Microcar SAS et Wauquiez International SAS ont été finalisées par transfert des titres aux cessionnaires.

Principes, règles, méthodes comptables et présentation des états

Les chiffres fournis dans la présente annexe sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les comptes de l'exercice clos le 31 août 2009 ont été établis conformément aux principes et méthodes retenus par le Code de Commerce (Art. 123-12 à 123-23), le décret du 29 novembre 1983, ainsi que par le Plan Comptable Général (règlement CRC 99.03) .

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

I - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

I.1 Mouvements des immobilisations, amortissements et provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé

• VALEURS BRUTES

En K€	Valeur brute des immos 01/09/2008	Acquisitions Créations Augmen. des actifs	Variations par transfert de poste à poste	Cessions Mises hors service Dimin. actifs	Valeur brute des immos 31/08/2009
Frais de recherche et développement	574				574
Concessions, brevets, licences et marques	753				753
Fonds commercial	23				23
Logiciels	1 209	127	113	(39)	1 410
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
TOTAL Immobilisations incorporelles	2 559	127	113	(39)	2 760
Terrains et aménagements	437				437
Constructions et aménagements	6 605	-		-	6 605
Matériels, installations techniques	478	32	-		510
Autres immobilisations corporelles	1 500	171	4	(220)	1 455
Immobilisations en cours	1 866	109	(117)	(1 553)	305
Avances et acomptes sur immobilisations	0				0
TOTAL Immobilisations corporelles	10 886	312	(113)	(1 773)	9 312
Participations	105 044	108		(11 650)	93 502
Créances rattachées à des participations	2 169	23 279		(1 158)	24 290
Autres titres immobilisés	53 585	8 269	228	(1 505)	60 577
Prêts	0				0
Autres immobilisations financières	3	18		-	21
TOTAL Immobilisations financières	160 801	31 674	228	(14 313)	178 390
TOTAL GENERAL	174 246	32 113	228	(16 125)	190 462

• AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En K€	Amort. au 01/09/2008	Augment. Dotations de l'exercice	Diminutions afférentes aux éléments sortis et reprises	Amort. au 31/08/2009
TOTAL Immobilisations incorporelles	1 752	186	(39)	1 899
Terrains et aménagements	39	9	-	48
Constructions	1 883	348	-	2 231
Matériels, installations techniques	191	54	-	245
Autres immobilisations corporelles	976	163	(220)	919
TOTAL Immobilisations corporelles	3 089	574	(220)	3 443
TOTAL AMORTISSEMENTS	4 841	760	(259)	5 342
Provision pour dépréciation actif	0			0
Sur immobilisations financières	5 716	1 735	(5 716)	1 735
TOTAL PROVISIONS	5 716	1 735	(5 716)	1 735
TOTAL GENERAL	10 558	2 495	(5 975)	7 077

1.2 Immobilisations incorporelles

Elles s'élèvent au 31 août 2009 à 2 760 K€ contre 2 559 K€ au 31 août 2008.

Les différents éléments composant ce poste sont les suivants :

- des frais de recherche et développement amortis sur 3 ans (cf. note 1.3)
- une marque non amortie (cf. note 1.4)
- un fonds commercial totalement amorti
- des logiciels amortis sur 1 an et 3 ans

1.3 Frais de recherche et développement

Au cours des exercices antérieurs, la société a engagé un projet de recherche et développement en matière de processus de conception, de développement et de fabrication de bateaux, totalement différent.

En raison de la nature même de ce projet, le groupe a décidé d'immobiliser les frais externes (honoraires essentiellement) et internes (main d'œuvre directement liée au projet) et de les porter à l'actif du bilan en frais de recherche et développement.

L'amortissement de ces frais de recherche et développement a débuté au moment de la mise en production et commercialisation des bateaux concernés : soit au 1er septembre 2004.

1.4 Concessions, brevets, licences et marques

La durée de consommation des avantages économiques attendus de la marque n'est pas déterminable. Elle n'a donc pas fait l'objet d'un amortissement.

Elle fera éventuellement l'objet d'une dépréciation si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production pour la partie produite par l'entreprise. Elles n'ont jamais fait l'objet de réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation économique sont calculés de façon linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|-------------|
| - aménagements sur terrains | 20 ans |
| - constructions d'exploitation | 20 ans |
| - installations et agencements des constructions | 10 à 20 ans |
| - matériel et outillage | 3 à 10 ans |
| - installations et agencements du matériel | 3 à 10 ans |
| - matériel de transport | 3 à 5 ans |
| - matériel et mobilier de bureau | 3 à 10 ans |

La société pratique, dans la mesure du possible, des amortissements dégressifs considérés comme dérogatoires pour la fraction excédant l'amortissement économique. La provision ainsi constituée s'élève à 147 K€.

1.6 Immobilisations financières

Elles s'élèvent au 31 août 2009 à 178 390 K€ contre 160 801 K€ au 31 août 2008.

Au cours de l'exercice, Bénéteau SA a finalisé les cessions de ses filiales Wauquiez International SAS et Microcar SAS. Elle a également cédé sa participation dans EYB SAS à SPBI SAS.

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée à due concurrence lorsque la valeur d'utilité de la société filiale est inférieure à la valeur historique :

- pour les filiales industrielles, la valeur d'utilité est définie comme étant l'actualisation des perspectives de résultats futurs de la société filiale.
- pour les filiales purement commerciales, la valeur d'utilité est appréciée au regard du montant de la quote-part détenue des capitaux propres, après application pour les filiales étrangères du taux de la devise au 31 août.

Le tableau des filiales et participations figure à la rubrique 4.3 de la présente annexe.

Le poste « Autres titres immobilisés » est composé essentiellement d'actions propres (mouvements détaillés sur note 4.6). Leur valeur au 31 août 2009, déterminée sur la base de la moyenne des cours de Bourse du mois d'août 2009, s'élève à 58 880 K€ pour une valeur nette au bilan de 58 821 K€.

1.7 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours de clôture.

La perte de change latente donne lieu à la constitution d'une provision pour charges à due concurrence.

Des créances douteuses ont été enregistrées au cours de l'exercice pour 83 keuros.

A la clôture, le poste clients ne comprend aucune créance à plus d'un an et se décompose ainsi :

en K€	31/08/09	31/08/08
Comptes clients ordinaires	46	142
Comptes clients entreprises liées	1 934	3 347
Effets à recevoir	-	-
Clients douteux	83	-
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(69)	-
TOTAL	1 994	3 489

Les autres créances d'exploitation ne comportent pas de créances à plus d'un an et se décomposent comme suit :

en K€	31/08/09	31/08/08
Impôts et taxes	14 062	227
Autres créances	646	48
Autres créances entreprises liées *	62 456	62 292
Provision pour dépréciation des créances	(550)	-
TOTAL	76 614	62 567

* dont compte courant d'intégration fiscale 3 097 11 056

1.8 Valeurs Mobilières de Placement

Il s'agit d'actions propres réservées (cf. notes 4.4 et 4.5) pour un montant de 3 687 K€. Une provision pour risque a été constituée au titre du portefeuille d'attribution d'actions gratuites (cf note 2.2). La valeur d'inventaire des actions propres réservées est égale à 5 659 K€.

Les autres titres se composent de SICAV pour 31 076 K€, dont la valeur d'inventaire s'élève à 32 725 K€ et de certificats de dépôts à moins de 3 mois pour 55 100 K€.

1.9 Comptes de régularisation et assimilés - Actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 311 K€ et sont composées de charges d'exploitation pour 296 K€ et de charges financières pour 15 K€.

Au 31 août 2008, leur montant était de 288 K€.

Les produits à recevoir s'élèvent à 23 K€ et se décomposent en :

en K€	31/08/09	31/08/08
Produits d'exploitation	10	48
Produits d'exploitation entreprises liées	-	55
Produits financiers	13	780
TOTAL	23	883

2 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

2.1 Capital social

Il se compose de 87 147 200 actions de 0,10 €, entièrement libérées.

Les informations relatives aux actions propres et aux programmes d'attribution d'actions sont détaillées aux points 4.4, 4.5 et 4.6.

2.1.1 Capitaux propres

La variation des capitaux propres sur l'exercice est la suivante :

en K€	
Capitaux propres au 01/09/2008	188 242
Amortissements dérogatoires (cf. note 1.5)	55
Distribution de dividendes	(34 685)
Résultat de l'exercice	141 006
Montant des capitaux propres au 31/08/2009	294 618

Le résultat net hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires s'élève à 141 061 K€ au 31 août 2009.

Les dispositions fiscales entraînent pour notre société une créance future d'impôt d'un montant net de 19 K€, calculée au taux de 34,43 %.

2.2 Provisions pour risques et charges

En K€	Montant en début d'exercice 01/09/08	Augment. dotations de l'exercice	Diminutions reprises de provisions utilisées	Diminutions reprises de provisions non utilisées	Montant en fin d'exercice 31/08/09
Provisions pour perte de change	-	6	-	-	6
Provisions pour risques	1 860	1 000	-	-	2 860
Autres provisions pour risques et charges	312	81	-	-	393
TOTAL	2 172	1 087	-	-	3 259

Au 31 août 2009, Bénéteau SA a comptabilisé :

- une provision pour risque de 1 000 K€, représentant la meilleure estimation d'un risque encouru au travers d'un de ses engagements contractuels.
- une provision pour charge relative aux actions propres réservées pour le plan d'attribution d'actions gratuites à hauteur de 81 K€.

- une provision pour médailles du travail de 0,1 K€, dont l'évaluation prend en compte les salariés présents dans l'entreprise à la date du calcul, leur ancienneté, le barème des gratifications en fonction de cette ancienneté, le taux de survie, la rotation et une actualisation financière.

2.3 Dettes

La répartition des dettes, selon leur échéance au 31 août 2009, est détaillée dans le tableau ci-dessous :

en K€	Montant total	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine	6	6	-	-
- à plus de 2 ans à l'origine	23 287	4 727	18 560	-
Emprunts et dettes financières divers	7 471	7 471	-	-
Dettes financières entreprises liées	22 846	22 846	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	910	910	-	-
Fournisseurs entreprises liées	313	313	-	-
Personnel et comptes rattachés	263	263	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	244	244	-	-
Etats et autres collectivités publiques				
- impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
- taxes sur la valeur ajoutée	184	184	-	-
- autres impôts, taxes et assimilés	94	94	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12	12	-	-
Dettes sur immobilisations entreprises liées	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Autres dettes entreprises liées	-	-	-	-
TOTAL	55 630	37 070	18 560	-

2.4 Charges à payer

Au 31 août 2009 les charges à payer s'élèvent à 1 238 K€ suivant détail ci-après :

en K€	31/08/2009		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	268	-	-
Fournisseurs entreprises liées	102	-	-
Dettes fiscales et sociales	412	-	-
Autres dettes	-	456	-
TOTAL	782	456	-

3 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Chiffre d'affaires

en K€	2008/2009	2007/2008
Ventes en France	7 699	10 693
Ventes à l'étranger	405	485
TOTAL	8 104	11 178

3.2 Reprises de provisions et transferts de charges d'exploitation

en K€	2008/2009	2007/2008
Reprise sur provisions pour risques et charges	-	-
Transferts de charges *	1 981	1 975
TOTAL	1 981	1 975

* Il s'agit essentiellement de refacturations de frais aux filiales

3.3 Charges de personnel

Les rémunérations versées aux organes d'administration et de direction s'élèvent à 675 K€, contre 791 K€ l'exercice précédent.

L'effectif moyen est de 25,9 personnes, composé de 7 employés et 18,9 cadres.

3.4 Produits et charges financiers

Le résultat financier fait apparaître un produit net de 108 558 K€ composé essentiellement de dividendes reçus des filiales pour un montant de 103 500 K€. Par ailleurs, la société a repris 5 322 K€ de provision sur les titres de participation cédés au cours de l'exercice. Enfin, Bénéteau SA a consenti un abandon de créance de 710 K€ à sa filiale GBI Holding.

Le résultat financier concernant les entreprises liées et intégrant les éléments sus mentionnés, fait apparaître un produit net de 109 956 K€.

3.5 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

en K€	2008/2009	2007/2008
Dotation / reprise amortissements dérogatoires	(55)	(47)
Plus ou moins value sur cession d'actif	18 524	(49)
Reprise de provision pour risque / intégration fiscale	-	391
Boni / Mali sur rachat d'actions propres	(597)	79
Dotation aux provisions pour risques et charges	-	(1 860)
Divers	200	-
Dons	-	(61)
TOTAL	18 072	(1 548)

3.6 Impôt et fiscalisation du résultat

Au 31 août 2009, la ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

En K€	Avant impôt	Charge Nette d'impôt	Après impôt
Résultat courant	105 685	15 930	121 615
Résultat exceptionnel	18 072	1 319	19 391
TOTAL	123 757	17 249	141 006

Bénéteau S.A. a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention conclue à ce titre est conforme à la seconde conception autorisée : elle prévoit que l'économie d'impôt réalisée, liée aux déficits, soit prise en compte immédiatement dans le résultat de la société mère. Par ailleurs, la société a opté pour le report en arrière de ses déficits de l'exercice clos le 31 août 2009.

L'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale pour l'exercice 2008/2009 est de 16 832K€.

4 - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Note concernant les entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont indiqués à chaque poste correspondant du bilan.

Les comptes de Bénéteau S.A. sont inclus, selon la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de Béri 21 S.A.

4.2 Engagements donnés

Ils comprennent :

En K€	31/08/2009
Caution :	
- consortium pour construction d'une usine pour une filiale	800
- douane	51
Garanties :	
- engagement lié aux contrats de financement des produits	278
- engagement bancaire pour lignes de crédit filiales	11 452
Indemnités de départ à la retraite *	212
TOTAL	12 793

* Les engagements de la société à ce titre sont calculés selon la méthode adoptée dans le groupe tenant compte de l'ensemble des salariés, des dispositions conventionnelles, du taux de survie, de l'évolution des salaires, de la rotation, du rendement financier et des charges sociales. La méthode utilisée est celle des unités de crédit projetées.

Les cautions et garanties données ne concernent pas les dirigeants, les filiales, les participations et les autres entreprises liées.

4.3 Tableau des filiales et participations

Société	Capital		Quote part de capital détenue en %	Valeurs Compta. des titres détenus		Prêts et avances consentis par la sté et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A. hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividende encaissés par la société au cours de l'exercice
	Capital	propres hors résultat du dernier exercice		Brute	Nette					
en milliers d'euros										
FILIALES (50% au moins)										
C.N.B	3 488	13 849	100,0	5 209	5 209	19 886	-	105 400	1 688	2 153
S.P.B.I	50 903	210 118	100,0	40 341	40 341	-	-	431 480	(28 517)	100 006
B.H	150	(57)	100,0	150	150	8 032	-	642	(463)	-
Financière Mercure	11 038	20 833	100,0	38 903	38 903	33 285	-	1 953	2 269	-
O'Hara	3 900	11 662	100,0	4 031	4 031	4 012	-	53 254	2 594	1 108
Sci Nautilus	450	(807)	100,0	1 794	1 794	3 324	-	468	(111)	-
GBI Holding	108	108	100,0	108	108	3 460	-	-	(97)	-
PARTICIPATIONS (10 à 50%)										
SGB Finance (I)	6 054	22 864	49	2 967	2 967	-	-	-	(4 302)	-

Clôture des comptes : 31/12

4.4 Options d'achat d'actions

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 3 octobre 2001, 450 000 actions à 91 bénéficiaires, au prix d'exercice de 5,96 € l'action.
- le 13 février 2003, 450 000 actions à 99 bénéficiaires, au prix d'exercice de 6,46 € l'action.
- le 30 août 2006, 72 500 actions à 35 bénéficiaires, au prix d'exercice de 12,56 € l'action.

Les premières levées d'options ont eu lieu au cours de l'exercice 2005/2006 pour 220 250 achats d'actions.

Au cours de l'exercice 2006/2007, 171 425 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 108 513 options d'achats d'actions ont été exercées.

Au cours de l'exercice 2008/2009, 6 000 options d'achats d'actions ont été exercées.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

4.5. Actions gratuites

Conformément aux autorisations données par les actionnaires en Assemblée Générale, les organes compétents de la société ont décidé d'attribuer, en tenant compte de la division par 5 du nominal :

- le 30 août 2005, 42 500 actions gratuites.
- le 30 août 2006, 57 500 actions gratuites.
- le 29 août 2007, 148 440 actions gratuites dont 110 000 dont l'attribution a été abandonnée (cf point 4.6.)
- le 3 septembre 2008, 56 000 actions gratuites.

Les bénéficiaires sont des dirigeants ou salariés des sociétés du groupe Bénéteau.

Les premières attributions ont été effectuées au cours de l'exercice 2006/2007 pour 42 500 actions.

Au cours de l'exercice 2007/2008, 57 500 actions ont été attribuées.

4.6 Actions propres

La valeur des actions propres au 31 août 2009 déterminée sur la base de la moyenne des cours de bourse d'août 2009 s'élève à 58 880 K€ sur une valeur nette au bilan de 58 821 K€.

En K€	Nombre	Valorisation Brute
Actions au 31/08/2008	4 949 338	53 565
Acquisitions de l'exercice	927 428	8 268
Cessions de l'exercice	(96 428)	(1 505)
Virement (*)	54 000	228
Actions au 31/08/2009	5 834 338	60 556

(*) dont – 110 000 actions antérieurement affectées à un plan d'attribution d'actions gratuites en date du 29 août 2007, pour lesquelles les conditions de performance ne seront pas atteintes.

Cours moyen d'achat de l'exercice : 8,92 €

Cours moyen de vente de l'exercice : 15,61 €

Cours de bourse au 31 août 2009 : 10,39 €

Moyenne des cours de bourse d'août 2009 : 10,092 €

5- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En K€	2008/2009	2007/2008
Opérations d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	141 006	73 074
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	(20 604)	7 751
Amortissements et provisions	(2 080)	7 702
Plus ou moins values de cession	(18 524)	49
Marge brute d'autofinancement	120 401	80 825
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(22 427)	(9 519)
Créances	(12 557)	12 369
Dettes	(9 870)	(21 888)
Total 1 - Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	97 974	71 308
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(32 831)	(55 128)
Cessions d'immobilisation	34 880	14 085
Dettes sur immobilisations	12	(10)
Total 2 - Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	2 061	(41 053)
Opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(34 685)	(32 491)
Encaissements provenant de dettes financières	-	19 119
Remboursements de dettes financières	(131 956)	(3 677)
Variation de périmètre		
Total 3 - Flux de trésorerie affecté aux opérations de financement	(166 641)	(17 049)
VARIATION DE TRESORERIE (1+2+3)	(66 606)	13 206
Trésorerie à l'ouverture	156 790	143 584
Trésorerie à la clôture	90 184	156 790
Dont :		
Actions propres	3 687	3 947
Autres valeurs mobilières	86 176	152 399
Disponibilités	327	1 006
Comptes bancaires créditeurs	(6)	(562)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **Bénéteau S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note I.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables retenues par votre société pour apprécier la valeur d'inventaire des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les Commissaires aux Comptes

LA ROCHE SURYON, le 23 décembre 2009

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.

Sébastien CAILLAUD
Associé

RENNES, le 23 décembre 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent BROYE
Associé

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 août 2009

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-88 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Avec la SAS SPBI

Personne concernée : Monsieur Bruno CATHELINAIS

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 23 avril 2009, votre société a procédé à la cession auprès de la société SPBI des 99 actions qu'elle détenait dans la SAS E.Y.B pour un montant 166 106 euros.

Avec la société GBI Holding S.R.L.

Personne concernée : Monsieur Dieter GUST

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 15 juin 2009, votre société a consenti, à la société GBI Holding, un abandon de créance à hauteur de la situation nette négative estimée, avant constatation de l'abandon, soit un montant de 710 000 €.

Avec un membre du Directoire

Personne concernée : Monsieur Bruno POLONIATO

Suivant l'autorisation de votre Conseil de Surveillance en date du 15 juin 2009 et consécutivement à la réorganisation de la direction générale du groupe dans le cadre du plan d'adaptation de l'entreprise, votre société a conclu une transaction portant sur le versement d'une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 108 412 euros ainsi que sur la suppression des conditions portant sur l'attribution de 12 500 actions gratuites.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec la S.A.S. EUROPEAN YACHT BROKERAGE – E.Y.B. -

- Pour sa fonction de Président de la SAS E.Y.B., BENETEAU S.A. perçoit une rémunération fixée à 0,25 % du chiffre d'affaires HT hors groupe de cette société, soit pour l'exercice 2008/2009 :
1 286 Euros

Avec les membres du Directoire et du Conseil de surveillance :

Madame Annette ROUX, Monsieur Bruno CATHELINAIS, Madame Maryse DUPE et Monsieur Luc DUPE, Madame Elisabeth BENETEAU et Monsieur Yvon BENETEAU.

- Des intérêts ont été calculés sur leurs avances en comptes courants dans les limites autorisées pour être admis dans les charges fiscalement déductibles.

Ils se sont élevés globalement à : 290 056 Euros.

Fait à LA ROCHE SUR YON et à RENNES, le 23 décembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

ATLANTIQUE REVISION CONSEIL – A.R.C.

Sébastien CAILLAUD
Associé

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Vincent BROYE
Associé

PROJET DES RESOLUTIONS

Première Résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2009, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 141.006.064,63 €.

Cette approbation comporte celle des dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts réintégrées au résultat fiscal de l'exercice pour un montant de 13.756 €.

Deuxième Résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire, du rapport du Conseil de Surveillance et du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, l'Assemblée Générale déclare approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2009, tels qu'ils lui sont présentés et qui font apparaître une perte de - 10.419 K€ (dont part du groupe - 10.419 K€).

Troisième Résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-86 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale approuve sans réserve les conventions qui y sont relatées.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Directoire, décide d'affecter le résultat net de l'exercice clos le 31 août 2009 d'un montant de 141.006.064,63 €, augmenté de 2.787.943,70 € de « Report à nouveau » antérieur, de la manière suivante :

- Autres réserves 143.794.008,33 €

En conséquence, aucun dividende ne sera distribué au titre de cet exercice.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices se sont élevés aux sommes suivantes :

	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Nominal de l'action	0,50 €	0,10 €	0,10 €
Nombre d'actions	17.429.440	87.147.200	87.147.200
Dividende net *	0,296 €	0,39 €	0,43 €

* équivalents depuis division du nominal par 5

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat de membre du Conseil de Surveillance de:

- Monsieur Jean-Louis CAUSSIN
Né le 7 Avril 1945 à Neuilly sur Seine (92)
Demeurant 6 rue Vineuse à PARIS (75)

Pour une durée de 3 ans qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2012.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'attribuer au Conseil de Surveillance, à titre de jetons de présence pour l'exercice actuellement en cours, une somme de 200 000 € que le Conseil répartira comme il l'entend.

Septième Résolution

Tous pouvoirs sont conférés au porteur de copies ou d'extraits des présentes pour effectuer toutes formalités et faire valoir ce que de droit.

Attestation du Rapport Financier Annuel 2008-2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Yves LYON-CAEN
Président du Conseil de Surveillance

Bruno CATHELINAIS
Président du Directoire

GROUPE **BENETEAU**

www.beneteau-group.com

BATEAUX



BENETEAU
www.beneteau.com



JEANNEAU
www.jeanneau.fr



LAGOON
ESTABLISHED SINCE 1984
www.cata-lagoon.com

Bordeaux 60
www.bordeauxyachts.com



MONTECARLO YACHTS

PRESTIGE
www.prestige-yachts.com

CNB
We build custom yachts
www.cnb.fr



www.cnbpro.com



www.sgbfinance.fr



www.eyb-boats.com

HABITAT



www.bh-construction.com



www.irm-sa.fr

O'HARA
www.ohara.fr



GROUPE **B**ENETEAU

www.beneteau-group.com

